

AVRIL
1964

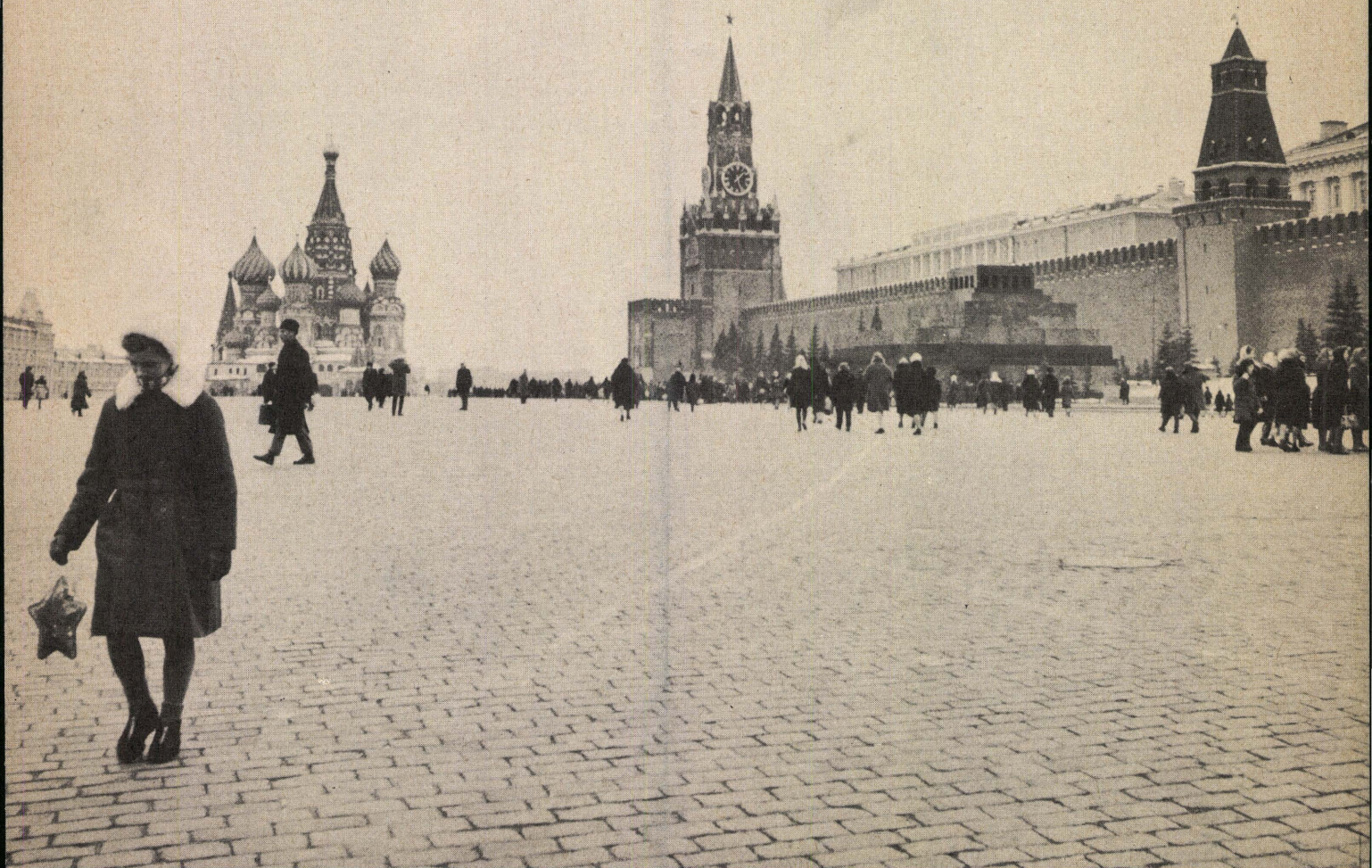
NOUVELLES
DE
L'OTAN



ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

DERRIÈRE LE RIDEAU
13 PHOTOS INÉDITES

Library Copy



DANS CE NUMERO

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LE XV^e ANNIVERSAIRE DE L'OTAN
UNE ALLIANCE EN ÉVOLUTION par l'Ambassadeur M. Nuri Birgi

NOUVELLES DE L'OTAN

Publication Mensuelle
Avril 1964

REDACTEUR EN CHEF

Jean de Madre

REDACTEURS ADJOINTS

John S. Hodder et Anne Sington

MAQUETTISTES

A. L. Morange et M. Morand



Les *Nouvelles de l'OTAN* peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes :

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Tous les pays sauf le Canada
Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris 16^e.

Canada

Ministère des Affaires Extérieures

Division de l'Information,

Ottawa, Ontario.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information

Hercules Road, Westminster Bridge Road,

London, S.E.1.

États-Unis

Distribution Planning,

Office of Media Services,

Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,

Information Division,

Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,

Porte Dauphine,

Paris (16^e) France.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,

Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,

Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION NÉERLANDAISE

« *NAVO Maandblad* »

Pays-Bas

Atlantische Commissie,

Nassau Zuilensteinstraat 9,

Den Haag, Pays-Bas.

Belgique

Ministère van Buitenlandse Zaken,

Dienst van de Westerse Organisaties,

Algemene Directie van de Politiek,

2, Quatre-Brasstraat, Brussel, Belgique.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen,

Upsalagade 6,

Copenhague, Danemark.

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Delton NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique,

30, avenue El Venizelos,

Athènes 1, Grèce.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk,

Türk Hava Kurumu,

Ankara, Turquie.



Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. Des justificatifs seraient souhaités. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

Les *Nouvelles de l'OTAN* sont publiées par le Service de l'Information de l'OTAN, sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les articles ci-inclus ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses gouvernements membres pris séparément.

SOMMAIRE

L'OTAN a quinze ans (4 avril 1949-4 avril 1964)

Message du Secrétaire Général pour le XV ^e Anniversaire de l'OTAN.	1
Une Alliance en évolution, par l'Ambassadeur M. Nuri Birgi.	2
Bilan positif de l'Alliance	4
Comment naquit l'Alliance, par Jacques Janssens	5

Les Marines à l'âge nucléaire : 3 — Commandements navals de l'OTAN, par Lord Kennet.

6

Un coup d'œil derrière le rideau (reportage photographique)

11

Réunion du Conseil de l'ATA à Paris

22

Pleins feux sur l'OTAN

24

Livres

<i>The Future of the Atlantic Community</i> , par Kurt Birrenbach	25
<i>Europe and America : The Future of the Atlantic Community</i> , par George Lichtheim.	25
<i>Journey into Russia</i> , par Laurens van der Post	25
<i>Politik, Militär, Bündnis</i> , par Friedrich Ruge.	26
<i>Flottes de Combat 1964</i>	23

Bibliographie

27

Nos lecteurs nous écrivent.

29

PHOTO DE COUVERTURE

Pour la première fois dans la courte histoire des *Nouvelles de l'OTAN*, une vue de Moscou figure sur la page de couverture. La Place Rouge, lieu de rencontre des touristes et des Moscovites, fait partie d'une série de photographies remarquables que nous publions à partir de la page 11 et qui dépeignent certains aspects de l'existence quotidienne dans les pays communistes. Ces tableaux vivants, accompagnés de citations émanant de diverses sources « derrière le rideau », donnent à nos lecteurs une idée impartiale de la vie dans ce coin du monde.



Les photographies dans ce numéro proviennent des sources suivantes qui sont mentionnées ci-dessous pour chaque page dans un ordre allant de gauche à droite et de haut en bas :

Page de couverture : De source privée

Page 1 : USIS (Paris)

Pages 2-9 : OTAN (Paris)

Page 10 : COI (Londres)

Pages 11-21 : De source privée

Page 28 : USIS (Paris)

Une photo récente
de M. Stikker
avec le Président Johnson



MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LE XV^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'OTAN

Il y a quinze ans, seule la volonté de rester libres dressa les pays de l'Europe occidentale contre la menace d'asservissement à un joug étranger. En apposant leur signature au Traité de l'Atlantique Nord, les 12 ministres des Affaires Étrangères réunis à Washington le 4 avril 1949 affirmèrent cette volonté au nom de leurs pays.

L'Alliance a fait largement son chemin depuis le jour où douze signatures sur une feuille de papier et la naissance d'un sentiment de mutuelle dépendance étaient ses seules armes. J'ai fait route avec l'OTAN pendant une bonne partie du chemin et je sais que parfois la progression fut rude. De douze à l'origine les membres sont passés à quinze et chacun d'eux garde intégralement les traits de caractère personnels qui l'ont d'ailleurs incité au premier chef à écarter toute possibilité d'absorption dans le moule uniforme du communisme.

Mais chaque problème résolu enrichit l'expérience de notre action commune et nous fait mieux comprendre la leçon nouvelle de cette forme particulière d'échanges que le Conseil a fait sienne. Nous nous sommes aperçu que si nous nous en tenions fermement aux principes énoncés dans le Traité, à ces aspirations qui nous ont réunis et qui seules d'ailleurs peuvent sauvegarder notre avenir, des possibilités illimitées s'offrent à nous. Si le compromis est notre lot quotidien quant aux moyens, jamais la fin n'est en cause.

La progression est lente ; il s'agit de placer patiemment pierre sur pierre. Les réponses trop rapides, les solutions de facilité sont exclues. Mais notre activité est la seule au monde qui en vaille la peine car nous construisons pour l'avenir. Considérant les quinze années écoulées depuis la naissance de notre Alliance, je ne dirai pas que je suis satisfait, car on ne peut tirer satisfaction que d'un travail achevé. Je crois cependant, et j'espère exprimer la pensée de mes collègues du Conseil de l'OTAN, que nous avons construit quelque chose de durable et que nous n'aurions pas voulu qu'il en soit autrement.

DIRK U. STIKKER

UNE ALLIANCE EN EVOLUTION

par l'Ambassadeur Nuri Burgi

LE problème de l'évolution de l'OTAN est celui de son adaptation aux exigences d'aujourd'hui. Il se pose à toute organisation qui a de la vitalité et en constitue peut-être même une preuve. Évidemment, on ne peut pas épuiser en quelques pages un problème aussi vaste. Mais on peut en esquisser les tendances ou tout au moins indiquer les voies à suivre.

Il y a tout d'abord le problème de savoir si la nécessité militaire de l'OTAN n'a pas diminué. En effet, chaque fois qu'il y a un répit dans la succession des crises politiques Est-Ouest ou une apparence de fléchissement dans la guerre froide, on se pose tout de suite la question suivante : Faut-il encore continuer à se concentrer sur le rôle militaire de l'OTAN ? L'accord partiel sur la cessation des expériences atomiques, l'installation du fameux « téléphone rouge » entre Washington et Moscou, un calme relatif du côté de Berlin, un certain adoucissement dans le langage de M. « K », et d'autres signes de détente semblent avoir ravivé le désir de se poser une fois de plus cette question. Il me semble que la réponse a déjà été formulée au sein de l'OTAN. On y dit : « S'il y a un commencement d'assainissement, ce qui n'est pas encore prouvé, c'est grâce à la fermeté de l'Alliance. Persévérons donc dans cette voie, c'est-à-dire demeurons forts pour sauvegarder la paix et, si nécessaire, pour gagner la guerre ».

Mais ce raisonnement judicieux est-il partagé par l'opinion publique

de nos pays et du monde libre en général ? Je ne le crois pas. Cependant, puisque nous ne traitons pas ici de la question de savoir comment éclairer nos opinions publiques, bornons-nous à constater et à reconnaître que la valeur militaire de l'OTAN n'a diminué en rien et que son rôle militaire ne saurait être négligé sous peine de mettre la paix en péril. Donc, pas de révisions de ce côté-là, mais quelques réajustements dans nos manières de négocier avec l'Est. En effet, la méthode qu'on appliquait il y a quelques années se résumait à rester ferme ; un point c'était tout. Maintenant on dit qu'il faut certes continuer à rester ferme sur les principes, mais qu'il faut aussi être entreprenant, imaginatif, et même audacieux afin de saisir les nouvelles possibilités d'entente et de détente qui se seraient manifestées récemment. Ainsi on n'hésite pas à préconiser le morcellement de certains problèmes qu'on n'acceptait auparavant de traiter qu'en bloc. On espère qu'en réussissant à obtenir des solutions partielles on arrivera à résoudre l'ensemble pas à pas. L'accord sur l'interdiction des expériences atomiques est un exemple typique à cet égard. Ne pourrait-on pas, se demande-t-on, trouver d'autres solutions partielles dans ce domaine, pour aboutir un jour au désarmement complet et contrôlé ?

Personne ne peut nier la valeur de cette façon nouvelle de procéder. Mais personne ne peut nier non



Cet article est extrait d'une récente conférence faite devant le Collège de Défense de l'OTAN à Paris, par l'Ambassadeur Muharrem Nuri Birgi, Représentant Permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

plus que c'est là un instrument délicat à manier qui pourrait entraîner de graves désagréments si nous ne procédons pas avec clairvoyance, prudence et compréhension des intérêts de tous. D'où, nécessité encore plus impérieuse de renforcer le système de consultation préalable entre alliés avant d'avancer des propositions fermes au Bloc adverse. Voilà donc toute une conception, sinon nouvelle de fond en comble, du moins courageuse et différente des procédés d'un passé récent. Pour le moment cette évolution dans les méthodes de négociations semble se borner aux questions d'ordre plutôt militaire, surtout aux questions de désarmement.

Cependant il y a des signes d'évolution dans d'autres domaines militaires de l'OTAN, par exemple dans toute une série de problèmes ayant un rapport direct ou indirect avec le concept stratégique qui forme la base de notre système défensif. Là aussi on réclame une évolution afin d'adapter les plans et les théories aux « réalités nouvelles ».

Il y a d'abord le fameux problème qui consiste à savoir quand

et comment on devrait recourir à l'usage des armes nucléaires stratégiques. Depuis le jour où l'on a su que le camp adverse possédait des moyens de destruction nucléaire aussi puissants que ceux du nôtre, l'idée d'y recourir est devenue synonyme de provoquer la fin du monde. Voilà pourquoi, en attendant d'arriver à un désarmement nucléaire — si jamais on y arrive — on cherche à forger une doctrine militaire dans laquelle l'usage des armes nucléaires stratégiques serait banni ou tout au moins retardé jusqu'à l'extrême limite. Ce grave problème est encore en cours de discussion et d'aucuns s'énervent de ce que l'on ne soit pas encore arrivé à une solution. Mais il n'y a pas lieu de s'énervier. Si l'on songe qu'une erreur d'appréciation ou de calcul peut tout simplement coûter au monde libre son existence, on peut comprendre que ce problème ne peut pas être bâclé. Ce qui est tragique dans cette affaire c'est que l'on est obligé d'ajuster son propre concept stratégique sur les réactions possibles et les intentions présumées de l'adversaire. Or, par définition, l'adversaire cache son jeu. C'est là une vérité de La Palisse, mais on a tendance à l'oublier. Je frémis d'étonnement et d'inquiétude quand j'entends certaines personnes dire avec une profonde assurance : « Eh bien, l'ennemi fera cela, et alors nous ferons cela ». Ce n'est, hélas, pas aussi simple que cela !

Quant au problème de la non prolifération des armes nucléaires, je n'entrerai pas dans les détails mais je voudrais dire ceci : quelle que soit l'idée qu'on a de sa solution, il ne faut pas en faire un problème de l'évolution de l'OTAN. Cela peut et doit être évité.

Voilà, sous forme de schéma rapide, ce qu'on pourrait dire de l'évolution militaire de l'OTAN. Mais il y a d'autres aspects aussi. Voyons en quoi cette évolution, cette adaptation aux « réalités nou-

velles » devrait consister et comment elle devrait s'effectuer. Procédons par éliminations successives. Commençons par le texte même qui a scellé notre Alliance. Y a-t-il là quelque chose à réviser ou à parfaire ? Je ne le crois pas. En lisant le Traité de l'Atlantique Nord, on se rend compte qu'il est rédigé en termes si clairs et en se basant sur des principes si généraux qu'on ne voit pas ce qu'il y aurait de plus à dire. Tout y est à l'état potentiel. Rôle militaire ? Bien entendu, c'est clairement indiqué. Rôles politique, social ou économique ? Cela y est aussi. Alors que veut-on y ajouter (car je doute fort que l'on veuille y soustraire quoi que ce soit) ? Veut-on y introduire des règles d'application ou des détails dans l'énoncé des principes ? Mais plus on entre dans les détails plus on risque le danger d'un vieillissement rapide du texte. Donc, j'estime que le texte actuel est bon et qu'il vaudra ce que vaudront notre bonne volonté collective et notre compréhension des réalités.

Passons à un autre sujet de la question. Y a-t-il quelque chose à changer dans l'agencement ou le fonctionnement de notre Organisation ? Un tel instrument est toujours plus ou moins satisfaisant pourvu qu'il ait été conçu avec un minimum de logique et de bon sens. Et c'est bien le cas de l'OTAN. Bien entendu, si chemin faisant, l'on estime qu'il faut ajouter une commission par-ci et une direction par-là, on peut toujours le faire. En ce sens toutes les organisations évoluent empiriquement pour s'adapter aux besoins de l'heure. C'est ce qui se produit pour l'OTAN aussi. Mais cela se fait d'une façon si imperceptible et naturelle qu'il n'y a pas lieu d'en faire un problème. Tant que l'on continue à considérer cette Alliance comme une Alliance de partenaires égaux qui fonctionne dans le respect des intérêts de tous, sans discrimination, je ne vois pas quels changements radicaux l'on pourrait apporter au

mécanisme de notre organisation. Ici encore je me permettrai de dire que le mécanisme de l'OTAN vaudra ce que vaudront les intentions de ses membres.

Nos intentions, notre mentalité d'alliés, voilà où réside le nœud, la clé du problème. Il faut donc se demander : Sommes-nous vraiment convaincus que nous avons besoin les uns des autres ? Si oui, sommes-nous persuadés que cela exige une collaboration aussi étroite que possible fondée sur l'égalité ? (Je ne parle pas d'une égalité en force, en richesse ou en puissance, car cela n'existe pas, mais de notre droit à être protégés et à jouir en toute égalité de tous les biens et de toutes les possibilités de notre Alliance). Si oui, est-ce que l'OTAN est encore l'instrument qu'il nous faut pour atteindre ce but ? Personnellement, je réponds par l'affirmative à ces trois questions. Si tout le monde dit « oui », le reste, c'est-à-dire le problème de l'évolution de l'OTAN et de son adaptation aux données nouvelles, devient relativement aisé à résoudre. Chaque fois qu'on se heurte à une difficulté, celle-ci peut toujours être supprimée ou contournée grâce à « l'esprit de l'Alliance » qui est à la fois idéaliste et terre à terre.

En examinant ces problèmes d'adaptation avec l'état d'esprit que je viens de définir, je ne puis m'empêcher de faire les constatations suivantes. Que l'OTAN ait des possibilités et des devoirs de caractère purement politique, économique et social, cela ne fait aucun doute. Les signataires du Traité l'ont spécifié à une époque où l'aspect militaire de l'Alliance était si prééminent qu'il noyait pour ainsi dire le reste. Si c'était vrai il y a quinze ans, raison de plus pour que ce soit vrai à l'heure actuelle. Il est inutile de dire que pour les questions économiques, il y a l'OCDE ; que pour les questions culturelles et sociales, il y a l'UNESCO ; et que pour les affaires de politique pure (si toutefois ce terme est

applicable) l'OTAN ne peut pas aller très loin. J'espère ne pas être trop optimiste dans ce domaine en disant que nous avons dépassé cette phase d'hésitations de ce genre. Il est maintenant admis que du fait que nous sommes dans une Alliance qui nous engage à une grande solidarité, certains aspects de la collaboration politique, économique, culturelle et même scientifique, ne peuvent être efficacement examinés qu'au sein de l'OTAN. Dans les autres Organisations que j'ai citées, il y a des pays qui sont moins engagés, réticents ou même négatifs.

Mais y il a un point sur lequel il faut se prononcer franchement : Que dans une Alliance qui va de la Norvège à la Turquie, il y ait des divergences d'opinions et de mentalité, cela est parfaitement naturel. On a même dit que c'était une des gloires de notre communauté démocratique que de permettre à chacun de penser et d'agir à sa façon. C'est vrai. Mais il ne faudrait pas que nous exagérions cette liberté d'action et de pensée à tel point que cela devienne dangereux. Il existe un document d'une grande clarté, et à certains égards prophétique, qui s'appelle le « Rapport des Trois Sages ». Rédigé par M. Lester Pearson (Canada), M. Gaetano Martino (Italie) et M. Halvard Lange (Norvège), il fut approuvé par le Conseil de l'OTAN à la fin de 1956 et constitue une véritable charte de la coopération. Les notions de solidarité et de consultation entre alliés y sont traitées avec beaucoup de réalisme. Pascal disait que l'homme n'est ni ange ni bête. Le « Rapport des Trois Sages » adopte le même point de vue philosophique en ne considérant les alliés ni comme des symboles de sacrifices aveugles ni comme les tenants d'un sombre égoïsme.

Il s'agit donc de trouver l'équilibre entre l'idéalisme et le réalisme dans notre conception de la solidarité au sein de l'OTAN. C'est un domaine dans lequel les formules

sentencieuses ne valent pas grand chose du point de vue pratique. Voilà pourquoi nous nous adonnons au sein de l'OTAN à la recherche empirique, en ce sens que nous abordons un certain nombre de problèmes afin de les analyser; si nous tombons sur une pierre d'achoppement, loin de nous décourager, nous tâchons de voir comment on peut en réduire le volume, l'écarter ou encore la contourner. Ce genre d'exercice peut parfois paraître déprimant et lent, mais je crois que le succès ne manquerait pas de se faire voir si nous agissions tous avec la même mentalité, la même conviction et, pour employer un grand mot, le même « idéal de solidarité atlantique ».

Ma conclusion sera beaucoup plus l'indication de la voie à suivre que la solution du problème proprement dit. Puisque l'OTAN évolue, elle a de la vitalité. Cependant cette évolution, ne se fait pas toujours avec la rapidité et la netteté qu'on aurait souhaitées. Parfois on piétine sur place ou bien on a trop tendance à contourner les problèmes au lieu de les résoudre. La tendance égoïste consistant à employer deux poids et deux mesures selon qu'une question touche directement nos intérêts ou seulement ceux des autres n'a pas encore été complètement éliminé. Mais au moins ose-t-on de plus en plus disséquer les problèmes et mettre le doigt sur les difficultés. Il ne faut pas dire que tout va pour le mieux et qu'on peut se reposer sur ses lauriers. Ne soyons ni trop optimistes ni trop pessimistes. Poursuivons nos efforts avec lucidité. Si nous sommes sincèrement imbus de « l'esprit de l'Alliance », l'OTAN devrait continuer à être un instrument efficace pour répondre aux exigences du présent et de l'avenir car elle répond à des besoins vitaux et constitue le meilleur instrument qu'on ait pu forger jusqu'ici.

MUHARREM NURI BIRGI
Paris

BILAN POSITIF DE L'ALLIANCE

Depuis sa signature il y a quinze ans, le Traité de l'Atlantique peut se vanter du bilan positif suivant :

— L'alliance a atteint son objectif essentiel : la paix et la sécurité ont été maintenues.

— L'expansion soviétique vers l'Ouest, qui se poursuivait à un rythme alarmant durant les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, a été arrêtée. Aucune parcelle de territoire libre en Europe n'est tombée sous la direction soviétique depuis la signature du Traité.

— Le Traité a permis la mise en place d'un système unifié de défense fondé sur la combinaison du bouclier qui couvre l'Europe et de l'arme nucléaire stratégique. Ce système qui a rétabli entre l'Est et l'Ouest l'équilibre des forces a assuré jusqu'ici la protection des pays membres en décourageant toute agression.

— En dépit du fardeau imposé par les tâches militaires, les pays de l'Alliance ont pu accroître leur prospérité économique et relever leur niveau de vie. Ce résultat n'eût pas été possible sans la pratique de l'aide mutuelle dont le principe, proclamé dans l'Article 3 du Traité, a reçu une application très large.

— Les pays membres ont développé entre eux une coopération politique particulièrement étroite et efficace en ce qui concerne les problèmes posés par leur rapports avec le Bloc soviétique.

— Enfin, l'Alliance Atlantique a contribué d'une manière décisive à la grande œuvre de réconciliation et d'union qui s'est poursuivie en Europe occidentale. C'est dans le cadre de l'OTAN qu'a pu être réglé le problème d'une association de l'Allemagne à la défense commune; c'est à l'abri du bouclier de l'OTAN que la construction européenne a pu être entreprise; c'est pour beaucoup grâce à la conscience politique nouvelle qui s'est ainsi développée, qu'a pu s'opérer la réconciliation entre la France et l'Allemagne.

COMMENT NAQUIT L'ALLIANCE

NOUS publions ci-dessous un article dans lequel un journaliste belge retrace les circonstances qui ont poussé les pays de l'OTAN à s'unir le 4 avril 1949. Il existe aujourd'hui des circonstances aussi impératives pour maintenir notre alliance défensive.

Au moment où prenait fin la Seconde Guerre mondiale, les peuples de tous les pays aspiraient à voir s'ouvrir une ère de paix. Mais, hélas, les maîtres du Kremlin avaient d'autres projets. L'intransigeance de l'URSS fit échouer les conférences internationales et empêcha l'accord de se faire sur un traité de paix avec une Allemagne réunifiée, cependant que l'abus de son droit de veto paralysait l'ONU. De plus, alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne se hâtaient, sitôt la paix revenue, de démobiliser la majorité de leurs troupes, l'URSS gardait sur le pied de guerre une armée de quatre millions et demi d'hommes.

Enfin, les Russes, poursuivant inexorablement leur expansion commencée au cours de la guerre par l'annexion des pays baltes et de certaines parties de la Finlande, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, ne tardèrent pas à bouleverser la carte de l'Europe orientale par une série de « conquêtes sans guerre ». Dans le courant de la seule année 1947, successivement l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Allemagne orientale, la Pologne et la Hongrie — en attendant le tour de la Tchécoslovaquie — voyaient les communistes s'emparer du pouvoir avec l'appui de l'Union Soviétique. Pendant ce temps, la Grèce était en proie à une guerre civile fomentée par Moscou, la Turquie et l'Iran étaient l'objet de manœuvres d'intimidation de la part du Kremlin, la Mandchourie et la Corée du Nord glissaient dans le camp russe. Dès la fin de l'année 1947, un bloc était formé à l'Est, et se refusait à toute coopération avec l'Ouest. Un rideau

de fer tombé sur l'Europe la coupait en deux.

Les États-Unis n'avaient pas attendu la fin de cette fatale année 1947 pour réagir. Ce que l'on a appelé la « doctrine Truman » se résumait à ceci : contenir les Soviétiques en aidant les peuples qui ne voulaient pas d'un régime totalitaire. Cette aide devait prendre une double forme. Il fallait, d'une part, renforcer la puissance militaire des nations occidentales, et, d'autre part, améliorer la situation économique des pays où des difficultés d'existence préparaient le terrain pour l'avènement du communisme. C'est alors que le Général Marshall lança le fameux plan qui porte son nom. Cette proposition d'aide était valable pour les pays situés derrière le rideau de fer aussi bien que pour les autres. Leurs gouvernements, cependant, obéissant aux consignes impératives de Moscou, furent unanimes à la rejeter, tandis que l'URSS s'efforçait de paralyser le relèvement européen et mettait sur pied le Kominform, organisation groupant les partis communistes de neuf pays de l'Est en vue de lutter contre le Plan Marshall, « instrument de l'impérialisme américain ».

En revanche, seize États libres acceptèrent l'aide américaine. La collaboration économique qui en résulta les amena à s'unir étroitement entre eux et à coopérer avec les États-Unis. Le Plan Marshall remporta un éclatant succès. Il permit aux nations éprouvées par la guerre de traverser une période difficile. Mais il ne résolvait pas les problèmes d'ordre militaire. La question, pourtant, devenait urgente, alors que l'URSS poursuivait son expansion et que les gouvernements démocratiques étaient partout en butte à l'action subversive du Kominform. C'est pourquoi les Occidentaux résolurent de s'unir contre le danger commun et d'organiser de concert la défense de leurs pays. Devant la marée soviétique qui menaçait d'anéantir leur

liberté et de submerger leur civilisation, un barrage devait être dressé sans plus tarder. Au bloc constitué par l'URSS et ses satellites allait s'opposer le bloc des peuples libres.

Déjà, dès le 17 mars 1947, la France et la Grande-Bretagne avaient conclu à Dunkerque un traité d'alliance et de mutuelle assistance. A la suite du coup d'État de Prague, qui, le 22 février 1948, permit aux communistes de prendre le pouvoir en Tchécoslovaquie, la nécessité de faire participer d'autres nations à cette alliance se fit sentir d'une manière impérieuse. L'idée d'une Union occidentale, lancée naguère par M. Churchill, fut reprise par M. Bevin, ministre anglais des Affaires étrangères, et amena la France et la Grande-Bretagne à s'unir à la Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg en vue de conclure un « traité de collaboration économique, sociale et culturelle et de défense collective ». Ce traité, conforme aux « idéaux de la Charte des Nations Unies », fut signé à Bruxelles le 17 mars 1948.

Il ne fallait pas longtemps aux signataires du Traité de Bruxelles pour comprendre que la défense de l'Europe ne pouvait être pleinement assurée qu'avec la participation américaine. Le 6 juillet, une conférence s'ouvrit à Washington entre les Cinq Nations du Traité de Bruxelles, ainsi que les États-Unis et le Canada, pour l'élaboration, par les pays situés en bordure de l'Atlantique, d'un traité de défense dans l'esprit de la Charte des Nations Unies. D'autres pays libres furent invités à se joindre à eux. Ces négociations ayant révélé une complète identité de vues, la rédaction du traité fut entreprise au mois de décembre. Le 4 avril 1949, le Traité de l'Atlantique Nord, conclu pour une durée de vingt ans au moins, était solennellement signé à Washington. Ce traité est un instrument de paix et de défense où s'affirme la volonté de l'Europe libre, avec les États-Unis et le Canada, d'assurer sa sécurité et de résister à toute agression. C'est très certainement grâce à l'OTAN que l'Europe, depuis quinze ans, doit de vivre libre.

JACQUES JANSSENS

**LES MARINES
A L'AGE NUCLÉAIRE**

par Lord KENNET

III. COMMANDEMENTS NAVALS DE L'OTAN



LE principal Commandement naval de l'OTAN est celui de l'Océan Atlantique qui a été établi en avril 1952. Il s'étend du nord au sud, de l'Arctique au Tropique du Cancer, d'est en ouest, des eaux territoriales de l'Amérique du Nord aux côtes d'Europe et d'Afrique, à l'exclusion de la Manche, du secteur sud de la Mer du Nord et des Îles britanniques qui forment le Commandement Allié de la Manche. Il englobe l'Islande, le Groenland et les îles portugaises des Açores. L'ACLANT se subdivise en un Commandement du secteur occidental de l'Atlantique et de la flotte d'intervention de l'Atlantique dont le Q.G. se trouvent à Norfolk (États-Unis), et un Commandement du secteur oriental de l'Atlantique dont le Q.G. est à Northwood (Angleterre). Le commandant en chef du secteur oriental de l'Atlantique a sous son autorité des commandants pour les forces sous-marines, pour le secteur nord, pour le secteur centre et pour le secteur du golfe de Gascogne.

Ce dernier, le commandement de l'IBERLANT, a été prévu comme quatrième commandement subordonné pour couvrir les approches occidentales du détroit de Gibraltar, du golfe de Gascogne au nord-ouest jusqu'aux Açores, et au sud jusqu'à la région de Dakar. La création de ce commandement fut annoncée le 7 décembre 1960, mais au cours de la réunion du Conseil de l'OTAN qui eut lieu le même mois à Paris, le ministre français de la Défense demanda que ce nouveau commandement soit confié à un amiral français. Le Conseil de l'OTAN posa comme condition que la décision de la France en 1959 tendant à soustraire l'escadre française de la Méditerranée au commandement de l'OTAN soit rapportée. Le commandement de l'IBERLANT est l'un des problèmes importants relatifs à la structure du commandement de l'OTAN qui restent à régler.

Le SACLANT ne dispose pas de forces affectées en permanence à son commandement en temps de paix. Il a pour mission d'assurer la sécurité de la zone atlantique en protégeant les voies maritimes et en

interdisant leur utilisation par l'ennemi. En temps de paix, les forces réservées pour affectation par les pays membres ne sont affectées au SACLANT qu'aux fins d'entraînement.

Le Commandement Suprême des Forces Alliées en Europe, dont le Q.G. est installé à Rocquencourt près de Paris, est responsable de la défense d'un vaste demi-cercle s'étendant du Cap Nord aux frontières orientales de la Turquie. Ses quatre principaux commandements subordonnés sont : AFNORTH, AFCENT, AFSOUTH et AFMED.

Le Commandement des Forces Alliées du Nord-Europe (AFNORTH) dont le Q.G. est à Oslo comprend deux commandements terrestres, Norvège et Danemark, un commandement des forces aériennes alliées du Nord-Europe et un commandement des forces navales alliées du Nord-Europe. Depuis janvier 1962, un nouveau commandement subordonné, le Commandement des Approches de la Baltique, a été créé. Il comprend le Dane-

mark et le Schleswig-Holstein, ainsi que le secteur naval environnant. Sous l'autorité du commandant — un général danois — un amiral allemand exerce le commandement naval. La création de ce commandement signifie que l'ensemble des forces navales, de part et d'autre du Jutland, est maintenant placé sous un commandement unique et n'est plus partagé entre AFCENT et AFNORTH.

Le Commandement des Forces Alliées du Centre-Europe (AFCENT), dont le Q.G. est à Fontainebleau, près de Paris, ne possède pas de force navale. Lorsque ce commandement a été établi, le poste de commandant des forces navales Centre-Europe a été supprimé. Le Commandant en Chef des Forces Alliées du Centre-Europe ne dispose maintenant que d'un « Adjoint Mer », puisqu'aucune force navale ne lui est affectée.

Le Commandement des Forces Alliées du Sud-Europe (AFSOUTH), dont le Q.G. est à Naples, est le plus important des deux commandements alliés de la

L'Amiral Smith, de la marine américaine, a remplacé l'Amiral Dennison comme Commandant Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique, en avril 1963.





SACLANT



AFNORTH



AFSOUTH



AFMED

Méditerranée. Il a pour tâches : (i) la défense du territoire des pays membres de l'OTAN dans le cadre du Commandement Allié du Sud-Europe; (ii) le contrôle des détroits de la Mer Noire; (iii) la direction des opérations de neutralisation en cas de nécessité; (iv) la coopération avec tout co-belligérant; (v) le maintien du contact avec le commandement des forces britanniques du Moyen-Orient.

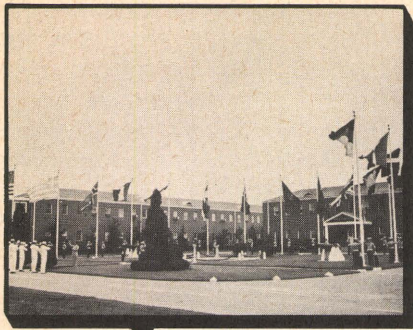
Les trois pays du Sud-Europe — Italie, Grèce et Turquie — ne peuvent, du point de vue militaire, s'apporter aisément un appui réciproque. Les lignes de communication utilisées pour acheminer un appui militaire quelconque devront donc être aériennes ou maritimes; les forces terrestres affectées à ce commandement sont de ce fait divisées en deux commandements subordonnés. Les forces terrestres alliées du Sud-Europe ont leur Q.G. à Vérone, en Italie, et les forces terrestres alliées du Sud-Est-Europe, à Izmir, en Turquie. La structure du commandement d'AF-SOUTH démontre le rôle prépondérant des États-Unis dans la défense de la zone de la Méditerranée. A l'exception du Commandement des Forces terrestres alliées du Sud-Europe, tous les commandements principaux sont aux mains des Américains, ce qui traduit l'importance de la contribution américaine en matière d'effectifs, de matériel et de financement dans une zone où les ressources, tant du point de vue du revenu national que de celui du personnel technique, sont bien inférieures à ce qu'elles sont sur le front central.

La majeure partie du potentiel d'intervention nucléaire des forces alliées du Sud-Europe est fournie par la Sixième Flotte américaine, qui n'est pas affectée à AFSOUTH en temps de paix, mais qui est réservée pour affectation dès le début des hostilités. Cette flotte s'intègre à l'OTAN en tant que commandement subordonné d'AF-SOUTH connue sous le nom de Forces navales d'intervention et de soutien du Sud-Europe. Ce commandement ne comprend que la Sixième Flotte américaine qui a un Q.G. en mer et un Adjoint à terre

dans un Q.G. adjacent à celui d'AF-SOUTH, à Naples. En temps de paix, la Sixième Flotte dépend normalement des forces navales américaines en Europe, dont le Q.G. est à Londres. La Sixième Flotte aurait pour tâche essentielle, en temps de guerre totale, d'exécuter, en premier lieu, une partie du plan d'intervention atomique du SA-CEUR, et de conduire, en second lieu, les opérations amphibies et de renfort. Pour l'exécution de ces tâches, elle est dotée de défenses anti-aériennes et anti-sous-marines puissantes, et doit coordonner ses efforts avec les forces alliées de la Méditerranée, à Malte, dont les ressources sont inférieures à celles de la Sixième Flotte.

Le Commandement des Forces Alliées de la Méditerranée (AF-MED), dont le Q.G. est à Malte, a pour tâche particulière d'assurer la sécurité des communications maritimes dans cette région, de renforcer les commandements adjacents et de coordonner la logistique et l'infrastructure des bases. Il couvre l'ensemble de la Méditerranée et de la Mer Noire, à l'exception des îles et des eaux côtières qui restent du ressort des autorités nationales. Étant donné que le contrôle des détroits de la Mer Noire est assuré par AFSOUTH (Naples), alors que la Mer Noire se trouve dans la zone sous contrôle d'AFMED, un centre commun d'opérations combinées a été établi à Izmir. AFMED comprend des unités réservées par la France, la Grèce, l'Italie, la Turquie et le Royaume-Uni, pour affectation à l'OTAN en temps de guerre.

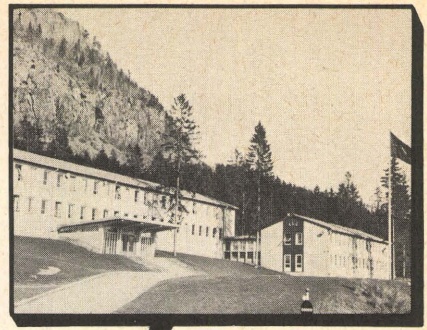
Les activités du Centre de Recherches de la guerre anti-sous-marine de l'OTAN, à La Spezia en Italie, dépendent directement du SACLANT. Celui-ci doit donner son approbation aux programmes techniques. Le Centre qui a été inauguré officiellement le 2 mai 1959, poursuit des recherches dans le domaine de la guerre sous-marine et fournit à la zone européenne l'appui scientifique nécessaire à la mission anti-sous-marine du SACLANT. Neuf pays de l'OTAN (le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la



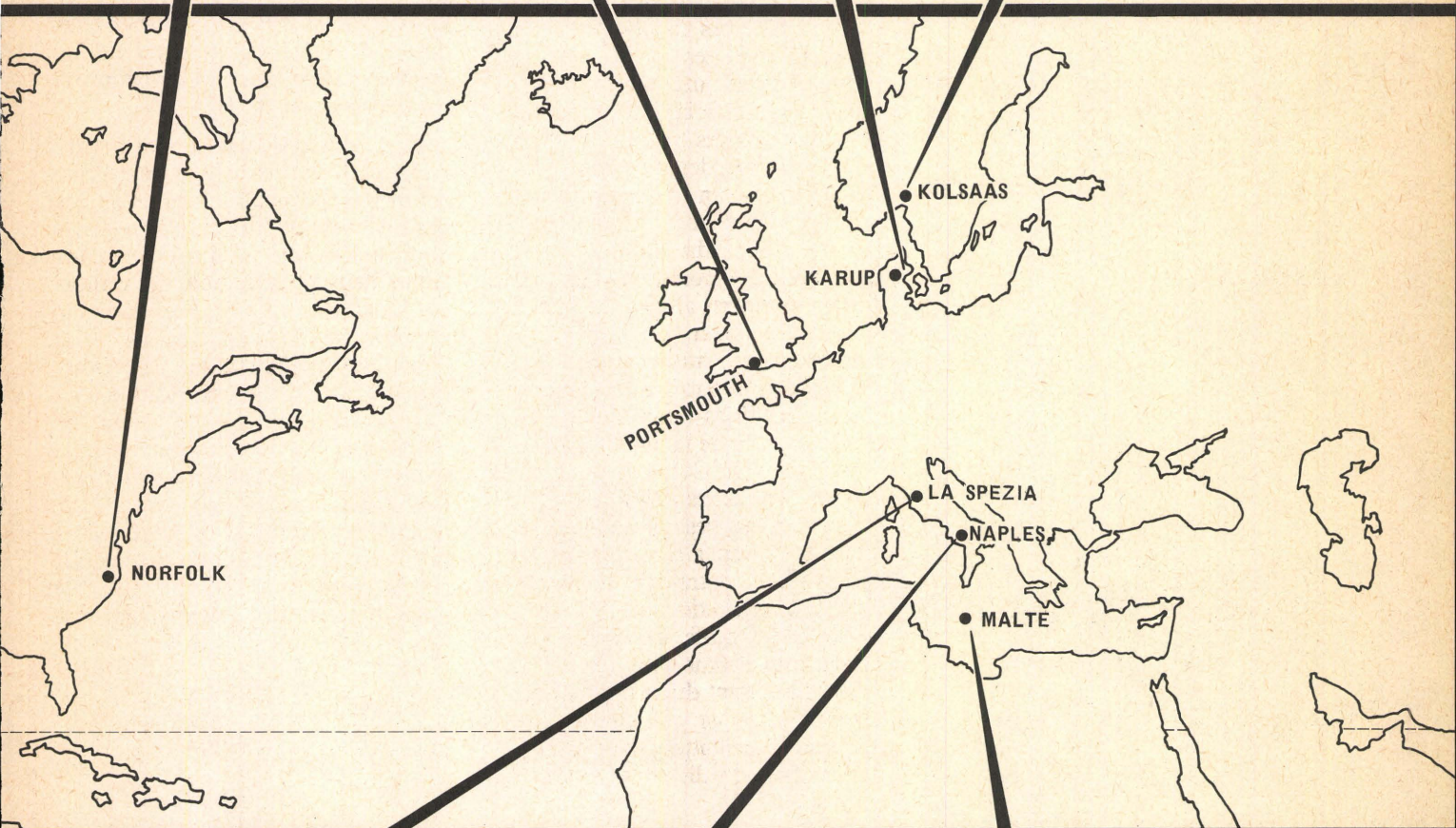
SACLANT

CHANCOM

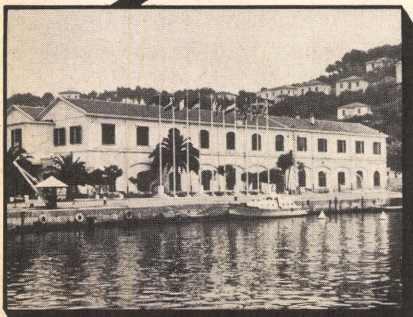
COMBALTAP



AFNORTH



LA SPEZIA



AFSOUTH



AFMED





Les armes les plus modernes sont mises à l'épreuve au cours des exercices navals organisés par les différents commandements de l'OTAN dans un esprit de camaraderie atlantique.

L'article ci-dessus sur les Commandements Navals de l'OTAN est la dernière partie du rapport présenté par Lord Kennet à la récente conférence de l'UEO à Paris. La première partie sur l'URSS et les États-Unis a paru dans notre numéro de février, tandis que la seconde partie figurait au sommaire du mois de mars.

Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis) sont représentés au sein du personnel du Centre qui relève d'un directeur scientifique américain. Le SACLANT reçoit les avis d'un conseil scientifique composé de spécialistes des nations participantes et du Secrétaire Général adjoint de l'OTAN chargé des questions scientifiques. Jusqu'au 1^{er} février 1963 le financement était assuré par une subvention américaine au titre du programme de mise au point mutuelle des armements. En décembre 1962, le Conseil de l'OTAN a décidé que ce Centre, ainsi que le Centre Technique de Défense aérienne de La Haye, seraient financés en commun par les nations de l'OTAN.

Le Centre a trois programmes : recherche appliquée, recherche océanographique, recherche opérationnelle et analyse. Le gouvernement italien a prêté à titre gracieux les bâtiments et les terrains utilisés par le Centre. Les autres nations, notamment les États-Unis, ont fourni de l'équipement. La principale installation technique du Centre est le navire de recherche *Aragonese*, qui est équipé pour les études océanographiques en mer. Les zones qui conviennent à ce travail expérimental se trouvent à proximité du port de La Spezia. Le climat permet de se livrer pendant toute l'année aux expériences marines.

En ce qui concerne les recherches sur la détection et l'identification des sous-marins, les pays de l'OTAN fournissent une aide sur une base ad hoc. Si, par exemple, un sous-marin d'un des pays participants opère dans cette zone, le centre a quelquefois la possibilité de l'utiliser pour certaines expériences. La partie recherche appliquée du programme couvre également la mise au point fondamentale de l'équipement ASM (lutte anti-sous-marine), mais non les applications au niveau de la production. Une politique commune des pays intéressés serait extrêmement souhaitable pour améliorer la standardisation de l'équipement anti-sous-marin.

LORD KENNET
Londres

UN COUP D'ŒIL DERRIÈRE LE RIDEAU



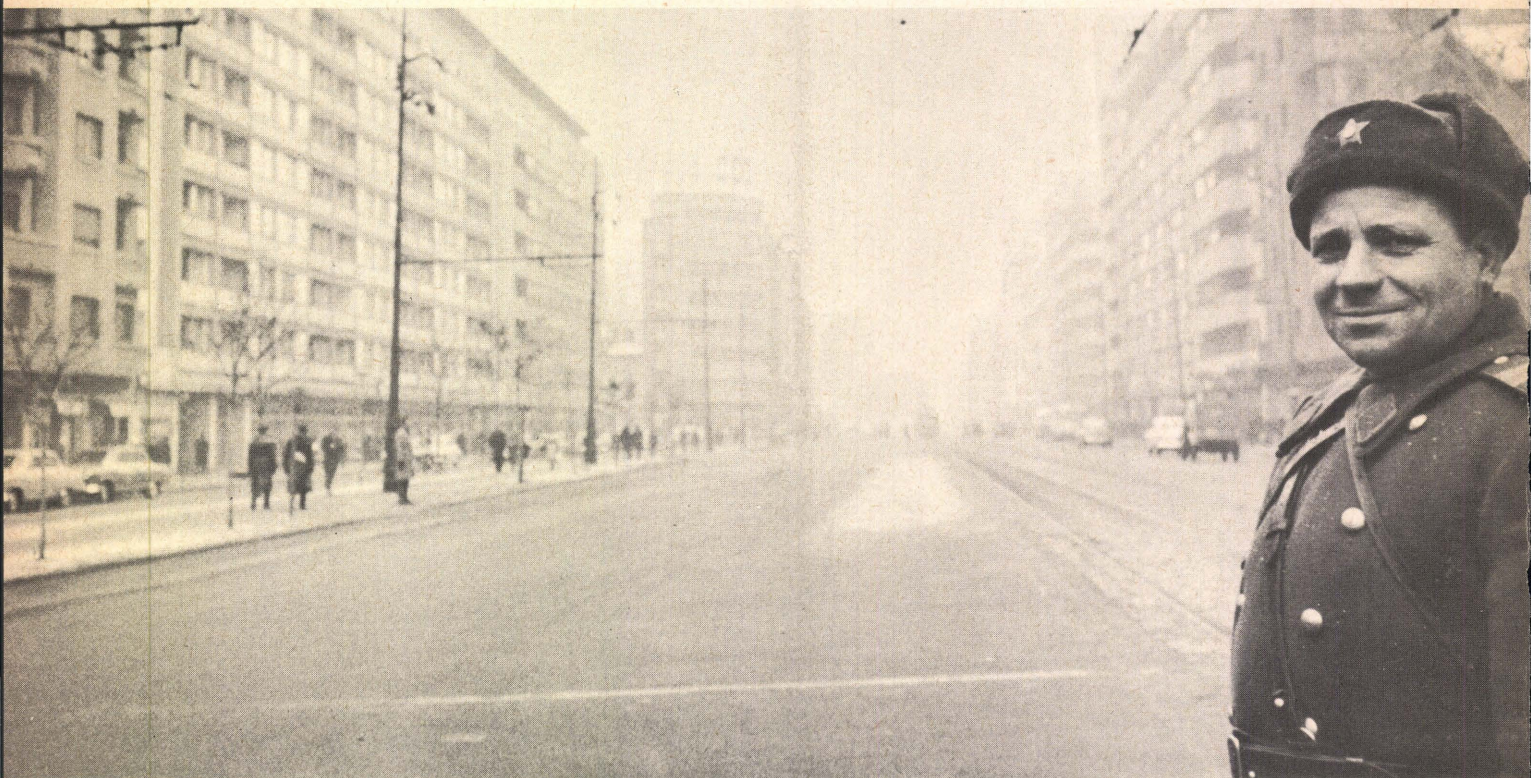
Budapest.

La remarquable série d'images ci-après a été prise au cours d'un voyage récent en Union Soviétique et dans les pays communistes d'Europe. L'intention du photographe était de saisir la vie telle qu'elle est derrière le Rideau de Fer ; il n'a jamais essayé de falsifier la réalité ni de faire poser son sujet. Dans notre choix final de photographies, nous avons essayé de donner un tableau aussi général que possible, en mettant l'accent sur ce qui semble occuper la vie quotidienne des citoyens communistes, notamment la religion, l'enseignement et le niveau de vie. Les citations qui accompagnent les photographies sont extraites d'écrits publiés dans les pays communistes. Les légendes sont rédigées par nous.

Tous les chauffeurs amateurs préféreraient se servir d'une voiture fournie par une agence de location, plutôt que de dépenser leur argent à en acheter, sans parler de l'ennui d'avoir à l'entretenir pendant ses heures libres. Et peut-on nier qu'il soit plus commode de louer une datcha à l'État ou d'aller dans une pension de famille que de gaspiller son temps et ses efforts pour l'entretien de sa propre datcha, si l'on en a une ?

(« Propriété personnelle et Édification du communisme », par K. Sevrikov et Yu. Feofanov).

Kommunist n° 13, septembre 1962



Le choix de légumes est maigre dans les magasins, les cantines et restaurants de Sverdlovsk, Grozny, Tselinograd. Les besoins des habitants de Moscou et d'autres centres industriels en choux, carottes, oignons, pommes de terre nouvelles sont insuffisamment satisfaits.

Pravda, 19 août 1963

ous les agents
ont pas un travail
ssi facile
e celui-ci,
service
une heure
pointe
ns le quartier
mmerçant
e Bucarest.



Un marchand
des quatre saisons
à Bucarest
fait ses comptes
et semble
assez satisfait
du résultat
de sa journée.



A l'heure des vêpres dans une église orthodoxe de Sofia, les silhouettes des prêtres se détachent contre l'ornementation du sanctuaire.

La libération complète de l'humanité et le développement de la personnalité humaine sont impossibles sans l'élimination d'une puissance surnaturelle imaginaire.

Vilagossag (Hongrie), janvier 1963



Léningrad : l'église baptiste était si pleine
durent rester debout dehors dans le froid.

Nombreux sont ceux qui ne se sentent pas libres dans notre pays parce que la liberté — qui est le sentiment le plus sacré — est subordonnée aux intérêts politiques. Chez nous, la liberté dépend de ce que permet ou exige l'intérêt de l'État socialiste. Le socialisme et l'intérêt politique décident même de ce que nous devons ou non considérer comme liberté.

(Extrait d'une lettre adressée à la radio).

Radio-Budapest, 25 octobre 1962



Cette statue du patriote hongrois Louis Kossuth, chef de la révolution de 1848, se trouve en face du Parlement de Budapest, siège du gouvernement communiste.

Pendant leur demi-journée de congé,
ces écoliers de Moscou
font la queue pour visiter
le mausolée où repose Lénine,
jadis en compagnie de Staline.
Parfois les portes ne s'ouvrent pas.
Le défilé est interrompu.



Notre Parti observe fermement, ces dernières années, les directives léninistes sur l'autorité des dirigeants et le culte de la personnalité. Il met tout en œuvre pour exclure la possibilité du culte de la personnalité. Mais il a protégé et protégera l'autorité des dirigeants vraiment dévoués au Parti et au peuple qui consacrent toute leur énergie, toutes leurs connaissances et toute leur expérience au peuple, à la grande cause de la victoire du communisme.

XXII^e Congrès du P. C., novembre 1961



Ce sont des femmes qui cassent la glace sur les marches du monument aux morts de Bucarest. On emploie rarement des hommes pour un tel travail.

Un nouveau principe a cours désormais, à savoir que le travailleur doit se contenter de travailler, et ne pas penser...

(« Dans le peuple »).

Trybuna Ludu (Pologne), 7 juillet 1963



En cette froide et triste matinée d'hiver à Bucarest, le feu des cantonniers (hommes et femmes) réchauffe agréablement les passants.



Une petite fille joue du violon sous l'œil protecteur du Président Gheorghe Gheorghiu-Dej, premier Secrétaire du Parti Populaire roumain.

L'enseignement athée doit être intensifié, même dans les établissements préscolaires. Après tout, l'enfant ne grandit pas en serre chaude et de nombreux facteurs extérieurs... influent sur la formation de son esprit.

S. Yurgaitis, **Sovietskaya Litva**,
20 septembre 1963

Il est cent ou mille fois plus facile de construire une école nouvelle et de l'équiper matériellement que d'y enseigner la prédominance de l'esprit communiste...

Kultura (Tchécoslovaquie), 30 août 1962

Bien emmitoufflé pour se protéger du froid, cet enfant russe se promène dans un parc de Léninegrad à la recherche d'un camarade de jeu.



Il ne s'agit pas d'un Esquimau,
mais d'un habitant
de Léningrad qui se donne
bien du mal pour satisfaire
son amour de la pêche.



RÉUNION DU CONSEIL DE L'ATA A PARIS

LORS de sa réunion à la Porte Dauphine des 6 et 7 février, le Conseil de l'ATA a fait le point de ses réalisations et étudié ses plans d'avenir. Parmi les nombreuses activités qui ont fait l'objet d'un compte rendu, les travaux du Centre Atlantique d'information pour les Educateurs, et notamment sa publication *Le Monde et l'École*, ont été considérés comme présentant une valeur exceptionnelle, ainsi d'ailleurs que les réalisations de l'Association Atlantique des Jeunes Dirigeants Politiques. Ce dernier organisme vient de s'élargir grâce à la constitution de groupes nationaux au Canada et aux États-Unis. La situation actuelle dans le second de ces pays — en particulier quant au rôle de l'idée atlantique à la fois dans la politique et dans l'opinion publique — a fait l'objet d'un exposé de l'Ambassadeur Théodore C. Achilles, Vice-Président du Comité Exécutif du Conseil Atlantique des États-Unis, qui a déclaré notamment :

« Il est fort probable que l'OTAN et l'idée d'union atlantique joueront un rôle dans la campagne électorale américaine de cette année, et que ce rôle sera positif. L'idée d'une union atlantique et de l'adaptation de l'OTAN aux besoins d'un monde en évolution est généralement admise aux États-Unis parmi les personnalités du monde politique, universitaire et des affaires. Le sénateur Goldwater a récemment attaqué le Gouvernement, l'accusant d'avoir laissé l'OTAN se désorganiser, de n'avoir pas créé une communauté atlantique plus forte et d'avoir laissé trop longtemps et trop complètement l'initiative au général de Gaulle. D'autres candidats républicains éventuels ont été moins sévères pour le gouvernement mais plus explicites dans leur insistance en faveur d'une plus grande unité atlantique.

Renforcer l'OTAN

« La nouvelle administration américaine s'efforce surtout en ce moment de faire promulguer la législation intérieure soutenue par le Président Kennedy, mais par ailleurs le Président Johnson a joué personnellement un rôle dans la politique étrangère de l'administration Kennedy et a lui-même à plusieurs reprises déclaré qu'il était fermement convaincu de la nécessité d'une plus grande union atlantique, non seulement dans le domaine militaire mais aussi politique et économique. Le Sénat et la Chambre des Représentants, sont dans l'ensemble très favorables à une telle union, cette tendance étant représentée notamment par des chefs des deux partis comme le sénateur Fullbright, président de la Commission des Affaires étrangères, le sénateur Humphrey, leader démocrate, et le sénateur Dirksen, leader républicain. A la Chambre des Représentants un groupe de Républicains s'est constitué pour préconiser des mesures qui permettraient de donner à l'OTAN plus de force et d'efficacité.

« Les opinions sont très divergentes quant à la forme que devrait prendre une union atlantique plus

accentuée. Certains préconisent simplement un renforcement du Conseil de l'OTAN et de l'OCDE; d'autres mettent l'accent sur le développement de la Consultation politique; certains sont favorables à l'association, d'autres estiment qu'une association bilatérale est bien faible comparée à une union plus organique; d'autres enfin pensent qu'une union fédérale totale est souhaitable et qu'il faut chercher à la constituer le plus tôt possible. Malgré ces divergences de vues quant à la forme, la nature, l'ampleur, les méthodes et le moment du renforcement de l'union, les personnalités des milieux dirigeants aux États-Unis s'accordent unanimement à reconnaître la nécessité d'une union atlantique plus efficace.

Relations plus étroites

« Un sondage d'opinion a été organisé récemment à l'échelon national par la société *Elmo Roper & Associates*. Certaines des questions furent les mêmes que celles qui avaient été posées il y a dix ans concernant essentiellement les Nations Unies et les chances de paix. Le sondage a révélé qu'au cours de ces dix dernières années la confiance dans les Nations Unies s'était accrue mais qu'avec elle s'était aussi implantée la conviction que l'ONU ne pouvait seule sauvegarder la paix. Un certain nombre de questions nouvelles furent posées sur nos relations avec nos alliés européens. Parmi les personnes qui répondirent, 6 % seulement estimèrent que nous devrions entretenir des rapports moins étroits avec nos alliés, 32 % que les liens actuels étaient pratiquement suffisants et 38 % que ces relations devraient être plus étroites. Répondant à la question de savoir si le monde moderne exigeait la fusion de notre souveraineté avec celle de nos alliés ou si nous devions la maintenir à tout prix, 18 % seulement des voix y furent favorables. En revanche, la majorité des réponses furent favorables à des mesures définies, soit actuelles soit futures, tendant à une politique économique commune, à la création d'une Assemblée Consultative Atlantique et d'une Cour de Justice Atlantique nanties de pouvoirs réels; en outre d'importantes minorités furent favorables aux forces de défense communes et à une Assemblée parlementaire ayant des pouvoirs législatifs. Fait assez singulier, 23 % de ceux qui votèrent pour le maintien de notre souveraineté à tout prix furent par ailleurs favorables à la constitution d'un gouvernement atlantique unifié ».

Prenant la parole en français au cours du repas organisé par l'Association Française pour la Communauté Atlantique à l'occasion de la réunion de l'ATA, Lord Gladwyn, président de l'Association du Traité Atlantique, exprima un certain nombre de vérités concernant la situation actuelle de l'Alliance et ses perspectives d'avenir. Soulignant que le fait de reconnaître l'OTAN comme base indispensable de notre sécurité était automatiquement lié à la certitude qu'une attaque armée sans provocation contre un pays membre

déclenchera inévitablement une guerre générale — et sans doute nucléaire — il déclara notamment : « Toutes nos difficultés actuelles découlent du fait que bien peu de gens croient à la possibilité d'une attaque armée lancée directement contre un pays membre de l'Alliance par un pays non membre. Depuis la mort de Staline les dirigeants de l'Union Soviétique ont laissé entendre de plus en plus clairement que, bien que déterminés à garder le plus longtemps possible le contrôle des territoires conquis par leurs armées après la guerre, provoquer un conflit européen est bien la dernière chose qu'ils veulent faire. Sans renoncer à leur détermination d'amener la chute du « Capitalisme » (c'est-à-dire des puissances industrialisées du Monde Occidental), ils espèrent plutôt arriver à leurs fins par la méthode classique, consistant à organiser une résistance à l'introduction de la civilisation occidentale (en fait l'industrialisation développée par des méthodes occidentales) dans les pays dits insuffisamment « développés », qui, pour la plupart, ont traversé des phases plus ou moins intenses de « colonialisme », par le fait de l'inévitable propagation des idées nouvelles de la Révolution industrielle d'il y a 150 ans. Les Occidentaux doivent se rendre compte que ce but est commun aussi bien aux « révisionnistes » de Moscou qu'aux « dogmatistes » de Pékin. Ces derniers peuvent paraître les plus redoutables, car ils accepteraient plus volontiers les risques d'une « guerre froide » qui pourrait aboutir à des hostilités générales sur le plan nucléaire. Par exemple, si les dogmatistes avaient été au pouvoir à Moscou en octobre 1962, la crise de Cuba aurait très bien pu déclencher une guerre mondiale. Mais ceci ne veut pas dire que les activités des communistes soviétiques dans le « tiers monde » sont moins dangereuses à la longue que celles des Chinois pour l'Occident. A moins que le Gouvernement soviétique ne change complètement d'attitude et consente à libérer des forces qui, selon toute probabilité, amèneraient sa propre destruction, il lui faut continuer à se dresser comme un pôle rivalisant d'autorité avec le colosse de l'Ouest, et il continuera donc à lutter pour l'affaiblissement de l'Amérique par tous les moyens sauf une hostilité déclarée et ouverte.

« Néanmoins, la politique de bienveillance apparente du Gouvernement soviétique jointe à un désir réel de relâcher la tension en Europe, et même d'assurer une certaine mesure de désarmement, a convaincu bien des gens que la lutte était vraiment terminée; qu'il ne nous reste plus qu'à être raisonnable pour qu'une solution finisse par être trouvée

pour Berlin, peut-être à la faveur d'une rupture définitive entre Pékin et Moscou; que, tout en nous tenant sur nos gardes, nous pouvons sans danger chercher à réaliser nos propres desseins nationaux même aux dépens de ceux de nos Alliés atlantiques; et que, d'une manière générale, une prospérité grandissante entraînerait en quelque sorte par elle-même cette « évolution pacifique » que recherchent tous les esprits libéraux.

Une illusion dangereuse

« Je pense qu'un tel état d'esprit, bien que comportant des éléments de vérité, est basé néanmoins sur une illusion dangereuse. En effet, si l'esprit de solidarité de l'Alliance est sérieusement ébranlé, nous risquons de nous trouver bientôt devant une situation telle qu'une attaque armée contre un pays membre pourrait, d'un point de vue pratique, ne pas être du tout considérée comme une attaque. De là à une position de neutralité, la distance est négligeable. L'idée que, si vraiment il ne doit pas y avoir de guerre nucléaire l'Europe Occidentale pourrait fort bien se défendre elle-même et même essayer d'être une « 3^e force » neutre dans le monde, peut facilement devenir celle de la majorité. Celui qui par exemple voudrait dresser l'une des puissances communistes contre l'autre pourrait très bien se retrouver lui-même opposé à un Allié d'aujourd'hui sur le grand échiquier de la politique mondiale. Celui qui voudrait s'assurer les applaudissements du Tiers Monde aux dépens de ses propres alliés se prépare, de toute évidence, une triste journée des dupes ».

Cette manifestation, l'une des séances trimestrielles régulières de l'ATA, a prouvé une fois de plus la valeur de cette organisation. A ce propos d'ailleurs, l'Ambassadeur Colonna, Secrétaire Général Délégué de l'OTAN, déclara dans son discours inaugural qu'il était en présence d'un organisme international compétent se proposant essentiellement de faciliter l'exécution loyale des clauses de ce Traité. Il ajouta : « Le caractère distinctif que vous avez volontairement donné à votre Association ne vous a cependant pas conduit à en faire un cercle fermé. Les quinze organisations nationales faisant partie de l'ATA cherchent à représenter le plus possible les divers secteurs d'opinion qui soutiennent l'OTAN dans leurs pays... Cette souplesse de conception vous a permis... de travailler ensemble, dans vos limites constitutionnelles, en favorisant toute initiative qui tend également à développer et à renforcer un véritable sens communautaire parmi les peuples de l'Alliance Atlantique ».

RÉPERTOIRE FRANÇAIS DES MARINES DE GUERRE MONDIALE

L'édition 1964 de « Flottes de Combat », qui est l'équivalent français de « Jane's Fighting Ships », a paru au début de cette année. Ce précieux répertoire sort tous les deux ans depuis 1897 aux Éditions Maritimes et d'Outre-Mer (17, rue Jacob, Paris-VI^e). Dirigé actuellement par M. Henri Le Masson, de l'Académie de Marine, il donne le dernier état des moyens navals de tous les pays du monde. Dans cette nouvelle édition, qui comporte près de mille illustrations, le chapitre sur l'U.R.S.S. a été particulièrement remanié. Ainsi que le souligne M. Le Masson dans son Avant-Propos, « si l'on excepte les U.S.A. et l'Angleterre, chacun pour un porte-avion, les principales marines portent leur effort sur les sous-marins, les frégates porte-engins, les escorteurs et les bâtiments de soutien logistique ». Tous nos lecteurs qui se sont intéressés à la série d'articles de Lord Kennet sur « Les marines à l'âge nucléaire » (dont le dernier paraît dans ce numéro) apprécieront cet ouvrage si bien documenté. Il coûte 60 francs ou 64 francs franco de port.

PLEINS FEUX SUR L'OTAN



Hommage au Roi Paul de Grèce

Aussitôt que la triste nouvelle du décès du *Roi Paul* de Grèce parvint au Siège Permanent de l'OTAN, le 6 mars 1964, tous les drapeaux des quinze pays membres de l'Alliance atlantique furent mis en berne. Le Secrétaire Général adressa des messages de sympathie au *Roi Constantin*, à la Reine *Frederika* et au Premier ministre de Grèce. A une réunion spéciale du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Dirk U. *Stikker* fit l'éloge du *Roi Paul* en ces termes : « Nous déplorons la disparition d'un homme véritablement attaché à la paix, d'un homme qui sût guérir les blessures, d'un ami fidèle de l'Alliance, qui sût incarner les idéaux qu'elle représente. » Évoquant la récente visite de celui qui était à l'époque le Prince héritier (voir aussi page 18 de notre numéro de mars 1963), il donne au nouveau *Roi* l'assurance de l'appui sans réserve de l'Alliance. M. de *Staercke*, Ambassadeur de Belgique, et « doyen » du Conseil atlantique, s'associa ensuite à cet hommage, et M. *Palamas*, Représentant permanent de la Grèce, remercia ses collègues qui observèrent une minute de silence à la mémoire du *Roi* défunt.

Nouvelles brèves

— Dans un récent numéro du « *CENTO Newsletter* », le Général *Lemmitzer* (SACEUR) et Lord *Gladwyn*, (Président de l'ATA) sont cités parmi les hautes personnalités qui se sont rendues au Siège Permanent du CENTO, à Ankara. Des officiers supérieurs de l'OTAN et de l'OTASE ont également assisté aux manœuvres navales du CENTO, à la fin de l'année 1963.

— M. *Konthi Suphamongkton*, Représentant de la Thaïlande auprès du Conseil de l'OTASE depuis 1959, a assumé ses nouvelles fonctions de Secrétaire Général de l'OTASE. Il succède à son compatriote, M. *Pote Sarasin* qui a occupé ce poste de 1957 à la fin de 1963.

— Le lieutenant Général *Gustave C. Wagner*, Chef d'État-major général belge, s'est rendu au début du mois dernier, au Q.G. OTAN de l'Amiral H.P. *Smith*, SACLAN. Le Vice-Amiral *Barthelemy*, Commandant en chef français de l'Atlantique, a lui aussi récemment rendu visite au SACLAN.

— Trente-cinq officiers supérieurs, appartenant à neuf pays de l'OTAN, ont récemment assisté, à un cours d'initiation à la guerre atomique, au centre d'entraînement aux armes nucléaires de Norfolk. Parmi eux se trouvait le Lieutenant général *F. van Rollegheem*, Adjoint pour les affaires nucléaires à l'État-major du Général *Lyman L. Lemmitzer*, SACEUR.

— Un programme d'échanges entre 50 escadrilles des pays de l'OTAN se déroulera cette année, a récemment annoncé l'Air Chief Marshal Sir *Edmund Hudleston*, Commandant des Forces aériennes alliées du Centre-Europe. Ces échanges, qui ont commencé en 1957, ont pour objet de donner aux équipages navigants l'expérience des opérations à partir de bases autres que leurs bases habituelles.

— On a annoncé la mort soudaine du Dr. *Arnold Bergstraesser*, Professeur de Sciences Politiques à l'Université de Fribourg, en Allemagne. De 1938 à 1946, il enseigna aux Universités de Californie et de Chicago. Il fut Directeur et Président de diverses organisations ayant trait aux questions atlantiques et internationales. Ayant organisé un séminaire international à Fribourg en 1960, il a aussi participé à des conférences de l'Institut Atlantique à Paris.

— Catherine Lou *Rice* (16 ans) et Harrison G. *Dudley* (17 ans), sont les gagnants du concours d'articles sur l'OTAN organisé par le SHAPE et le Congrès européen des Parents et Professeurs américains. M^{lle} *Rice*, qui poursuit ses études au Lycée américain de Ludwigsburg, a gagné un voyage à Paris, alors que M. *Dudley*, dont le père est au SHAPE, visitera AFSOUTH à Naples.

— Dominique *Berrety* et Eddy *van der Veen*, les deux photographes de l'OTAN dont les œuvres sont souvent publiées dans nos colonnes, se sont particulièrement distingués à l'« Exposition de photographies de la Presse mondiale » à La Haye. D'autres photographies prises par eux, y compris certains clichés sur des événements de l'OTAN, ont été exposés à l'Académie des Beaux-Arts à Amsterdam.

Essais de fusées en Norvège

Les États-Unis, la Norvège et le Danemark viennent de terminer une série d'expériences sur les fusées de sondage, lancées à partir de l'île d'Andoya, au nord de la Norvège. Ces expériences s'inscrivent dans un programme, mis en route en 1962, qui comportait jusqu'à présent huit essais de fusées effectués à Wallops Island, Va. et à Andoya. La plus récente série d'essais, qui met en jeu trois fusées Nike-Apache, est destinée à éprouver les théories relatives à la formation d'une couche atmosphérique chargée électriquement, à 35-40 milles au-dessus du niveau du sol. Cette région, dite région D, peut provoquer une courbure ou une réflexion de certaines ondes radio vers les récepteurs au sol.

Séminaire OTAN de Pietersberg

Soixante étudiants néerlandais ont assisté à un séminaire sur l'OTAN et les pays en voie de développement, qui s'est tenu à Pietersberg, près de Arnhem. Ce séminaire était organisé par l'Association des Étudiants néerlandais pour les relations internationales, en coopération avec le Service universitaire mondial des Pays-Bas. Le Dr. C. V. *Stutterheim* et le Dr. C. A. *van der Klaauw*, tous deux du Ministère des Affaires étrangères néerlandais, prirent la parole, tandis que M. Y. *Karaözbek*, chargé des activités de jeunesse et d'éducation à l'OTAN, répondit à la question : « Qu'est-ce que l'OTAN et que fait-elle ? ».

Réunions techniques de l'AGARD en 1964

6-10 avril	Groupe de travail de Médecine Aéronautique et Spatiale.	Farnborough
20-24 avril	Réunion d'Experts du Groupe de travail de la Dynamique des Fluides sur le Vol.	Marseille
27 mai - 2 juin	Groupe de travail des Structures et Matériaux.	Liège
16-19 juin	Conférences du Groupe de travail Avionics sur la Technologie des satellites en météorologie.	Oslo
23-26 juin		Londres
26-29 août	Réunion du Comité de Recherche Ionosphérique sur F-diffus dans la propagation des ondes radio et les communications.	Copenhague
1-5 sept.	Réunion du Groupe de travail de Combustion et Propulsion sur V/STOL.	Paris
14-18 sept.	XIV ^e Assemblée Générale de l'AGARD : — Médecine aéronautique et spatiale (réunion annuelle). — Dynamique des Fluides (Table Ronde). — Information et Documentation techniques (réunion annuelle).	Lisbonne
21-23 sept.	Réunion d'Experts du Groupe de travail de la Dynamique des Fluides sur le chauffage par décharge d'arc et accélérateurs de plasma pour usages aérodynamiques.	Rhode-Saint-Genève
21-25 sept.	Réunion du Groupe Avionics sur les Techniques radar détection, poursuite et navigation.	Londres
28 sept. - 2 oct.	Conférences du Groupe de Combustion et Propulsion sur la Propulsion nucléaire et électrique.	Bruxelles
20-23 octobre	Réunion d'experts inter-groupes sur le vol à basse altitude.	Paris
En automne	Réunion du Groupe de la mécanique du vol sur les problèmes posés par le vol tous temps.	Paris
12-19 octobre	Réunion du Groupe des structures et matériaux.	Paris

LIVRES

THE FUTURE OF THE ATLANTIC COMMUNITY

par Kurt Birrenbach

(Praeger, New York 1963, 100 pages)

La réalisation d'une communauté atlantique véritable sera aussi difficile ou aussi facile qu'il plaira aux nations intéressées; telle semble être la conclusion — peut-être un peu simplifiée — que suggère l'étude serrée du Dr. Kurt Birrenbach sur les problèmes que soulève l'édification de cette communauté. L'ouvrage original a paru en Allemagne chez Verlag Rombach & Cie, de Fribourg, sous le titre « Die Zukunft der Atlantischen Gemeinschaft ». Son auteur, membre influent de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, compte parmi ses nombreuses activités celle de Vice-Président du Conseil des Gouverneurs de l'Institut Atlantique.

Tout en reconnaissant que les intérêts nationaux formeront sans nul doute la principale pierre d'achoppement de la communauté atlantique, il reste optimiste parce que à ses yeux la solution ne réside pas tant dans la création d'institutions nouvelles que dans la volonté des pays membres de l'OTAN de s'acquitter entièrement des obligations découlant du Traité Atlantique. Toutefois la base qui existe actuellement pour la constitution d'une communauté atlantique est loin d'être solide et il continuera d'en être ainsi tant que, pour commencer, certains problèmes militaires irritants ne seront pas résolus. Le Dr. Birrenbach estime qu'en accroissant les consultations et en donnant aux pays européens un droit conjoint de décision en matière atomique, le sentiment de communauté se trouverait renforcé au sein de l'Alliance. Il ressort également de cette étude que l'avenir de la communauté atlantique dépend de l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché Commun.

Dans le domaine économique, l'auteur considère l'OCDE comme un facteur d'intégration économique; il écrit notamment : « Le transfert structurel du poids économique entre les États-Unis et l'Europe occidentale, le déséquilibre des paiements internationaux et enfin l'ampleur des problèmes de politique économique et financière auxquels doivent faire face les pays de la communauté atlantique imposent le réexamen de la base d'une coopération entre l'Europe occidentale et les États-Unis en matière de politique économique, financière et monétaire. » Surtout, si une communauté atlantique doit réussir, il faut à l'OTAN et à l'OCDE un contrôle parlementaire et, tout en soulignant qu'il ne faut rien précipiter, le Dr. Birrenbach voit dans la Conférence des Parlementaires de l'OTAN un candidat sérieux à cette fonction. Comme assemblée consultative — proposée par la Convention Atlantique — cet organisme constituerait un pas important vers une véritable communauté atlantique.

Aux aspects militaire et économique du problème de l'unité atlantique, l'auteur ajoute le côté politique et culturel qu'il examine également d'une manière franche et libérale. M. Christian A. Herter, ancien Secrétaire d'État des États-Unis, écrit dans la préface « Bien que le Dr. Birrenbach, membre dirigeant du parti du chancelier Adenauer, soit un partisan fervent de l'union européenne et franco-allemande, on ne trouve dans ce livre aucune allusion à une « troisième force ». Il n'envisage qu'un seul objectif et une seule perspective, à savoir l'unité du monde occidental. Le Dr. Birrenbach souhaite une association Europe-États-Unis non pas parce que c'est indispensable au point de vue économique pour une Europe prospère, mais parce que c'est indispensable du point de vue politique pour que règnent la paix et la liberté dans le monde. »

EUROPE AND AMERICA : THE FUTURE OF THE ATLANTIC COMMUNITY

par George Lichteim

(Thames and Hudson, Londres 1963, 270 pages, 25 shillings)

Voici un autre livre sur l'idée atlantique. On pourrait penser que lorsqu'il écrivait « Europe and America », George Lichteim était sur un radeau en plein océan, loin des émotions traditionnelles et qu'il avait oublié les innombrables clichés dont semblent imprégnés la plupart des interprétations classiques des questions atlantiques. Il a jeté des deux côtés un regard lucide, il a su écouter d'une oreille impartiale et il est arrivé à cette conclusion qu'une plus grande unification européenne est nécessaire avant que les deux rives de l'Atlantique ne puissent se rencontrer harmonieusement. En revanche, il n'envisage pas de « troisième force » européenne, quelle que puisse être l'évolution de l'axe Paris-Bonn, car il est absolument convaincu que l'avenir de l'Europe est lié à celui de l'Alliance Atlantique. Né à Berlin, où il a fait ses études, M. Lichteim est maintenant citoyen britannique. Il collabore à de nombreuses publications savantes aux États-Unis et en Angleterre et a été rédacteur en chef adjoint de la revue trimestrielle *Survey*, spécialisée dans les affaires d'URSS et d'Europe orientale.

Cette étude sur l'avenir des rapports entre la Grande-Bretagne, l'Europe continentale et les États-Unis repose en grande partie sur des considérations économiques, mais l'auteur fait également une large place aux différences de climat social au sein même et entre les deux continents et la Grande-Bretagne. M. Lichteim tire plein parti de la tribune publique pour souligner que les États-Unis sont encore influencés économiquement par la doctrine du laissez-faire et que les pays européens tendent actuellement vers une économie planifiée. Max Beloff, « Gladstone Professor » à l'université d'Oxford, commentant dernièrement cet ouvrage, a dit que pour l'auteur « l'Europe occidentale constitue la base éventuelle d'une action commune dans les domaines économique et social, mais que cette action ne saurait être étendue à l'Amérique du Nord en raison des différences de conditions économiques comme d'idéologies ».

Quant aux échanges transatlantiques, M. Lichteim estime qu'aucune entente sur l'aide à accorder aux pays en voie de développement ne saurait ouvrir le marché européen aux surplus agricoles américains. Pas plus que ne disparaîtra la nécessité pour l'Europe de coordonner la politique de ses États membres afin de se prémunir contre d'éventuelles difficultés de balances des paiements. « La mesure dans laquelle la Communauté européenne pourra réaliser une intégration véritable dépendra — dit-il — de la puissance de ses institutions supranationales telles que la Commission économique. Plus elles seront fortes, mieux elles pourront imposer leur propre solution au problème perpétuel de l'équilibre entre les considérations économiques et les considérations sociales : liberté des échanges contre plein emploi; abondance des réserves de devises étrangères contre élévation du niveau de vie; accroissement des importations contre stabilité des prix. En faisant relever cette question de la compétence supranationale, la Communauté économique déjoue à la fois l'esprit de clocher et le laissez-faire. »

Pour conclure, M. Lichteim souligne que l'actuelle rivalité anglo-française est due au fait que « les deux pays sont également déterminés à atteindre le but supranational avec le maximum d'équipement national dans le domaine technique décisif, à savoir celui de l'énergie nucléaire ». Il ajoute : « Le conflit à éclaté en partie à propos de la manière dont leurs forces nucléaires respectives s'intégreront plus tard dans des forces plus importantes qui relèvent actuellement des États-Unis mais qui, dans un avenir pas très éloigné, tendront peut-être à devenir autonomes et par-là même européennes. De ce problème dépend le choix des partenaires actuels et futurs des deux pays, et, partant on ne saurait parler sérieusement d'une solution atlantique qui ne serait pas en même temps une solution européenne. »

JOURNEY INTO RUSSIA

par Laurens van der Post

(The Hogarth Press, Londres 1964, 320 pages, 30 shillings)

« Comme les Russes ont eu raison », est-on tenté de penser, « d'autoriser M. van der Post à séjourner dans leur pays, en le parcourant en tous sens, assez longuement pour réunir la docu-

mentation qui lui a permis d'écrire ce livre passionnant ». C'est le récit — très personnel — de longs voyages à travers l'Union soviétique. Prenant Moscou comme point d'attache, l'auteur a parcouru quatre itinéraires distincts : l'un vers le sud, allant jusqu'à Samarcande et Boukhara, avec retour par la mer Caspienne, la mer Noire et Kiev ; le deuxième vers le Nord, jusqu'à Riga et Leningrad ; le troisième vers Kabarovsk en Extrême-Orient et le dernier couvrant le centre de l'URSS, Sverdlovsk et Omsk jusqu'à Bratsk. Tous ses voyages, sans exception, lui auraient paru irréalisables s'il avait tenu compte des conseils décourageants qui lui furent prodigués avant son départ d'Angleterre. En fait, il est probable que rares sont les Russes eux-mêmes qui ont pu parcourir une aussi grande surface de leur pays à titre privé, car ils ne peuvent quitter leur district sans autorisation officielle, et celle-ci ne leur est en général accordée que pour des séjours de vacances dans un centre de villégiature officiel ou pour des visites familiales.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, ce récit a un caractère purement individuel, et il se peut fort bien que d'autres touristes, tout aussi ambitieux dans leurs aspirations, recueillent de leur voyage une expérience toute différente. Quoi qu'il en soit, M. van der Post, écrivain et explorateur britannique qui a publié de nombreux récits de ses expéditions en Afrique, fait preuve dans sa description de la terre et des hommes d'URSS, non seulement d'un grand enthousiasme, mais aussi d'un don de perception aiguë et d'un jugement pénétrant. Ces qualités, jointes à une absence totale d'idées préconçues, permettent de penser que l'atmosphère du pays, filtrée par son expérience, est sans doute fidèlement rendue, bien que nous la respirions sans doute sous une forme concentrée. Qu'il achète des tapis à Ashkhabad, qu'ils soit enthousiasmé par l'esprit d'aventure des travailleurs du grand barrage hydroélectrique de Bratsk, ou qu'il accepte avec bonne humeur la réprimande d'une jeune fille d'Alma Ata, à laquelle il suggérerait que l'uniformité des logements était déprimante, les descriptions de M. van der Post ont l'accent de la vérité.

Tout voyageur qui espère visiter l'Union soviétique serait bien avisé, avant son départ, de rafraîchir ses souvenirs des grands classiques littéraires, ou tout au moins de se munir d'un bon dictionnaire de citations. En effet, les Russes sont passionnés de littérature, et M. van der Post a trouvé partout un terrain d'entente avec eux en citant en Usbekistan la traduction d'Omar Khayyan par Fitzgerald, et à Yalta T.S. Elliott. A leur tour, certains Russes lui récitèrent des passages de Yeats, Burns et Kipling, ce qui pourrait être quelque peu saisissant pour un voyageur non averti. La Russie soviétique représente environ un sixième de la surface du monde. De nos jours, peu d'étrangers ont réussi à pénétrer aussi loin dans ce territoire. Depuis peu de temps, certains indices permettent de penser que les voyages derrière ce rideau de fer, qui n'est plus une réalité absolue, deviennent plus aisés. Le livre de M. van der Post, — intéressant et écrit dans un style agréable — ouvre en outre à ceux qui ne peuvent marcher matériellement sur ses traces, les frontières de l'un des pays du monde le moins exploré.

POLITIK, MILITAR, BUNDNIS

par Friedrich Ruge

(Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart 1963, 160 pages)

Dans ce recueil, l'Amiral Ruge, ancien Inspecteur des Forces navales fédérales au Ministère de la Défense allemande, publie le texte des Conférences qu'il a faites à l'Université de Tübingen sur des questions qui concernent « la politique, l'armée et les alliances ». Il y décrit, dans une série d'articles, le statut et la position des Forces armées de divers pays, en étudiant comparativement leurs caractéristiques individuelles et la structure militaire allemande. Tout en réalisant une remarquable analyse de ces diverses caractéristiques, il rend hommage, sans leur décerner de louanges excessives, à des hommes tels que Cromwell, le Prince Eugène ou Gneisenau, qui ont laissé leur empreinte sur le développement intellectuel, spirituel et structural des Forces armées de leur pays. Mais plus importante encore que cette histoire militaire, à la fois succincte et générale, est l'analyse du rôle des Forces armées dans l'État, c'est-à-dire du contrôle politique qu'elles exercent. Étudiant ce rôle, depuis l'intégration presque totale des armées dans l'État, en Suisse et en Scandina-

vie, jusqu'à leur position toute puissante dans le Japon d'avant-guerre, l'auteur parvient à la conclusion que les relations les plus solides s'établissent entre les autorités militaires et politiques lorsqu'il est reconnu que les forces de défense constituent un élément fondamental de la nation, lorsque le pays tout entier prend conscience des problèmes de défense, lorsque les droits de l'homme sont garantis et les conditions sociales stables, et lorsque politiciens et officiers font preuve de compréhension mutuelle et n'hésitent pas à discuter en commun les difficultés auxquelles ils doivent faire face.

L'auteur réserve bien entendu une place importante au rôle traditionnel des Armées en Prusse et en Allemagne. Ici encore, le contrôle politique est sa préoccupation première. Contrairement à l'opinion du plus grand nombre, il démontre qu'à certaines époques de l'histoire de l'Allemagne, la maxime de Clausewitz, selon laquelle « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », a été bien interprétée, et qu'en conséquence les exigences politiques l'emportaient parfois sur les considérations militaires. Par exemple, il en fut ainsi lorsque Bismarck passa outre aux vues de Moltke, et refusa d'ordonner la destruction totale des vaincus, préférant employer d'autres moyens que la guerre pour mener à bien sa politique. Le chapitre qui traite des Forces armées de la République fédérale d'Allemagne est d'un intérêt tout particulier. L'Amiral Ruge y décrit le problème psychologique et le problème d'organisation posé par la mise sur pied de ces forces, depuis leur tout premier stade, sans tenter de présenter sous un jour favorable les difficultés de croissance et les carences de la structure militaire allemande.

La deuxième série de conférences est une étude des alliances et de leurs aspects historique, juridique et politique. Ici, l'Amiral Ruge examine les progrès des doctrines politiques, depuis la conception du « *justum bellum* » jusqu'à celle du « *justus hostis* ». Lorsque, en 1797, Kant conçut la notion nouvelle de l'ennemi « injuste » avec lequel on ne peut conclure aucun traité sur la base de la bonne foi réciproque, il ne pouvait prévoir ni l'art avec lequel Lénine exploiterait cette conception, ni le fait qu'elle donnerait naissance à une nouvelle forme de guerre : la guerre froide. Si une certaine confiance mutuelle est nécessaire pour mettre fin aux guerres, c'est-à-dire rétablir la paix, conformément aux règles et conditions fixées dans des traités, une alliance, pour être efficace, doit être fondée sur une confiance mutuelle beaucoup plus profonde encore. En effet, les membres d'une alliance ne seront disposés à accepter les restrictions de leur souveraineté nationale, indispensables au fonctionnement harmonieux de l'alliance, que s'ils jouissent d'une parfaite égalité de droits et de traitement, et si les droits de l'homme sont garantis.

Après avoir étudié les alliances en général, l'auteur passe aux caractéristiques propres à l'OTAN. Sans détails techniques superflus, mais sans négliger l'essentiel, l'Amiral Ruge évoque la confusion de la situation internationale et européenne, il y a quinze ans à peine, et retrace les étapes de la naissance de l'OTAN depuis le Pacte de Bruxelles jusqu'à la signature du Traité de l'Atlantique Nord. Après avoir rappelé la réaction du bloc oriental, concrétisée par l'abandon du Blocus de Berlin et le déplacement de la menace vers l'Extrême-Orient, il expose la riposte des Soviétiques — la signature du Pacte de Varsovie et la création de l'homologue oriental de l'OCDE, le COMECON.

Des faits historiques dont l'Alliance Atlantique est issue, l'Amiral Ruge passe à la structure et à l'organisation de l'OTAN. La « pause », le « seuil atomique », les « forces de dissuasion » et autres expressions qui sont fréquemment mal interprétées s'inscrivent dans ce chapitre, et perdent leur sens mystérieux. Bien qu'il souligne franchement les faiblesses et les échecs de l'OTAN, l'Amiral Ruge n'est pas un pessimiste. Tout en estimant que l'OTAN devrait, bien entendu, passer de sa coordination politique actuelle à une intégration totale des politiques des nations membres, il souligne que l'OTAN a accompli sa mission essentielle — à savoir faire obstacle au progrès du communisme en Europe — et que l'Alliance est plus puissante qu'on ne pourrait parfois le penser. Mais pour répondre aux problèmes du présent et de l'avenir, une coopération sans cesse plus étroite doit être réalisée. Ce recueil, par sa clarté, sa simplicité de style et sa franchise au sujet des aspects négatifs aussi bien que positifs de la situation politico-militaire actuelle, est une source de documentation inestimable, non seulement pour les étudiants, mais pour tous les observateurs de la scène internationale d'aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au siège de l'OTAN pendant les mois de décembre 1963, janvier, février et mars 1964. Pour obtenir ces articles prière d'écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN qui ne peut se dessaisir de ses exemplaires.

OTAN

CARPENTIER, Général Marcel
LA NEUVIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN
Revue Militaire Générale, Paris, décembre, p. 573

MIDDLETON, Drew
« NATO UNDER STRESS »
New York Times, Paris, 11 février, p. 4

LAUGIER, Henri
« CHYPRE, L'OTAN ET L'ONU »
Le Monde, Paris, 25 février, p. 2
« LE PROGRAMME HAWK »
Revue Militaire Générale, Paris, février, p. 203

QUESTIONS POLITIQUES

ROSENBERG, Ludwig
« L'EUROPE DOIT RÉALISER SON UNITÉ POLITIQUE »
Free Labour World, Bruxelles, décembre

THOMAS (Interview de M. Peter)
« LA CONFÉRENCE DE GENÈVE »
Le Monde, Paris, 5 février, p. 3

ROULEAU, Eric
« CHYPRE DÉCHIRÉE »
Le Monde, Paris, 6, 7, 8 et 9 février

HALLSTEIN (Interview du Président)
« WIE STEHT ES MIT DER EINIGUNG EUROPAS? »
Die Welt, Hambourg, 15 février

VERRIER, Anthony
« KEEPING PEACE IN CYPRUS »
New Statesman, Londres, 21 février, p. 281

Von BORCH, Herbert
« AMERIKA UND DER EUROPÄISCHE STATUS QUO »
Aussenpolitik, Stuttgart, février, p. 81

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

ARON, Raymond
« LA CROISSANCE DES PAYS OCCIDENTAUX : RÉVISION DES VALEURS »
Le Figaro, Paris, 7 février, p. 15

TUGENDHAT, Christopher
« EUROPE'S GROWING NETWORK OF OIL PIPELINES »
The Financial Times, Londres, 12 février, p. 10

« OU EN EST LE PÉTROLE EN FRANCE ET DANS LE MONDE »
Perspectives, Paris, 15 février, p. 8

DROUIN, Pierre
« A GENÈVE, DANS UN MOIS LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU 'TIERS MONDE' »
Le Monde, Paris, 25 et 26 février

QUESTIONS MILITAIRES

HINTERHOFF, E
« AMERICAN MILITARY POWER AND ITS DOCTRINE »
Revue Militaire Générale, Paris, décembre, p. 605

LEPOTIER, Contre-Amiral
« L'APPROCHE INDIRECTE : PANACÉE? »
Revue Militaire Générale, Paris, janvier, p. 86

« LE CATALOGUE DES FUSÉES SOVIÉTIQUES »
Est et Ouest, Paris, 1-15 février, p. 17

BINGLEY, Amiral Sir Alexander
« A FRESH LOOK AT DEFENCE »
Daily Telegraph, Londres, 6 février, p. 14

DIVINE, David
« THE 'NEW' V-BOMBER FALLACY »
Sunday Times, Londres, 9 et 16 février

BALDWIN, Hanson W.
« THE SOVIET AIR THREAT »
New York Times, Paris, 15 février, p. 3

BIORKLUND, Amiral Elis
« BALANCE OF POTENTIAL POWER »
NATO's 15 Nations, Amsterdam, février-mars, p. 34

McDONALD, (Interview de l'Amiral)
« NAVY'S ROLE IN CUBA, PANAMA, SOUTH EAST ASIA »
US New & World Report, Washington, 2 mars, p. 66

ALLEMAGNE

« LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE »
Documentation Française, Paris, Notes et Études, n° 3.060, 3 février

AMÉRIQUE LATINE

GOZARD, Gilles
« L'ORGANISATION DU DÉVELOPPEMENT DE L'AMÉRIQUE LATINE »
Revue Politique et Parlementaire, Paris, février, p. 57

HALPERIN, Ernst
« LETTER FROM CUBA »
Encounter, Londres, février, p. 57

VELIZ, Claudio
« CRISIS IN PANAMA »
The World Today, Londres, février, p. 77

CANADA

« THE CANADIAN SCENE : EXPORT BOOM ENDS RECESSION FEARS »
The Financial Times, Londres, 7 février, p. 3

EXTRÊME-ORIENT

Van der KROEF, Justus M.
« COMMUNISM AND THE GUERRILLA WAR IN SARAWAK »
The World Today, Londres, février, p. 50

BRITISCH, Jacques
« LE PAKISTAN, L'INDE ET LA CHINE »
Revue de Défense Nationale, Paris, février, p. 271

CHOU EN-LAI (Interview par Edgar Snow de)
« QUAND LES RUSSES NOUS ONT QUITTÉS »
Candide, Paris, 6 février, p. 6

ARON, Raymond
« LA FRANCE GAULLISTE ET LA CHINE DE MAO »
Le Figaro, Paris, 11 février, p. 1

« NATIONALISM IN BURMA »
The Times, Londres, 12 et 13 février

« LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE DES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES »
La Documentation Française, Paris, Notes et Études, n°s 3.006 et 3.067, 21 et 24 février

FRANCE

MAREY, Georges
« LES GRANDES MANŒUVRES FRANÇAISES ET L'EMPLOI DE LA BOMBE ATOMIQUE TACTIQUE »
Revue Militaire Générale, Paris, décembre, p. 625

DANIEL, Jean
« LE MYTHE GAULLISTE DANS LE 'TIERS MONDE' »
Le Monde, Paris, 5 février, p. 1

« FRENCH DIPLOMACY FROM RICHELIEU TO DE GAULLE »
Time, New York, 7 février, p. 16

GILE, Frank
« FRANCE'S WORLD BID »
Sunday Times, Londres, 9 février, p. 14

« FRANCE : A RETURN TO GREATNESS? »
Newsweek, New York, 10 février, p. 28

CHAUFFARD, Georges
« LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE POPULAIRE
ET LE 'TIERS MONDE' »
Le Monde Diplomatique, Paris, février, p. 1

HONGRIE

FONTAINE, André
« M. KADAR JUSTIFIE SON ATTITUDE LORS DE L'IN-
SURRECTION DE 1956 »
Le Monde, Paris, 19 février, p. 1

ISRAEL

« ISRAEL ET L'AFRIQUE NOIRE »
Perspectives, Paris, 22 février

ITALIE

YOUNG, Wayland
« ITALY AND THE M.L.F. »
The Guardian, Londres, 5 février, p. 18
« I RAPPORTI COMMERCIALI ITALO-SOVIETICI »
Relazioni Internazionali, Milan, 15 février, p. 207

ROYAUME-UNI

MILLER, J.D.B.
« THE COMMONWEALTH AFTER DE GAULLE »
International Journal, Toronto, Hiver, p. 30.

CRITCHLEY, Julien, MP
REYNOLDS, Gerry, MP
« BRITAIN'S DETERRENT : SHIELD OR FRAUD ? »
The Spectator, Londres, 21 février, p. 239

DIVINE, David
« THE ONLY DETERRENT : BRITAIN'S POLARIS SUB-
MARINE PROGRAMME »
Sunday Times, Londres, 23 février, p. 15

U.R.S.S.

AMSTRONG, Terence
« NORTHERN AFFAIRS IN THE SOVIET UNION »
International Journal, Toronto, Hiver, p. 41

ARTEMIEV, Vyacheslav P.
« THE PARTY AND SOVIET FORCES »
Military Review, Fort Leavenworth, février, p. 29

DEDIJER, S.
« MARXIST MOVES IN SCIENCE POLICY »
The Guardian, Londres, 4 février, p. 8
« RUSSIA'S ATTEMPTS TO IMPROVE HER ECONOMY »
Time, New York, 21 février, p. 16

ZORZA, Victor
« 'GUNS VERSUS BUTTER' AGAIN IN RUSSIA »
The Guardian, Londres, 27 février, p. 12

KONING, Major Général B.
« MOSCOW-PEKING : A LESSON FOR PACIFISTS »
NATO'S 15 Nations. Amsterdam, février-mars, p. 45



HOMMAGE A UN PRÉSIDENT ET AMI

M. Dirk U. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN, au cimetière d'Arlington lors d'une récente visite aux États-Unis (voir *Nouvelles de l'OTAN*, février 1964). Directement derrière lui se trouve le Général Adolf Heusinger, alors Président du Comité militaire en Session permanente. M. Stikker est retourné aux États-Unis le mois dernier pour prendre part à un débat sur les affaires étrangères qui s'est déroulé pendant deux jours à Boston. A cette occasion, il a prononcé une allocution sous les auspices de la Conférence régionale de Boston sur les Affaires étrangères, a déjeuné avec le Comité de Boston sur les Relations avec l'étranger et a dîné au Centre de Harvard pour les Affaires internationales. Avant de rentrer à Paris, M. Stikker a rencontré les dirigeants du Gouvernement des États-Unis à Washington.

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT

Les lettres destinées à la rubrique « Nos lecteurs nous écrivent » doivent être envoyées au Rédacteur en Chef de la revue avec le nom et l'adresse du correspondant, qui sera tenu comme seul responsable des opinions qu'il aura émises. La publication de ces lettres se fera en fonction de l'intérêt qu'elles présentent et de la place disponible. Nous demandons donc à nos correspondants d'être aussi brefs et précis que possible.

L'« EUPEN »

Dans l'article sur « L'EUPEN », laboratoire flottant belge, paru dans votre numéro de novembre dernier, il est question d'un autre navire le *Zenobe Gramme*. On y dit que Gramme, célèbre électricien belge, est l'inventeur de la première dynamo industrielle. Puis-je vous faire observer que ce n'est pas tout à fait exact. L'inventeur de la dynamo est un Italien, Pacinotti, et Gramme a construit la première dynamo à usage industriel.

DR FERNANDO PETRACCHI
4, Via Cadorna
La Spezia (Italie)

(Nous sommes heureux de rendre à Pacinotti ce qui lui appartient pour avoir inventé la dynamo à courant continu, ainsi qu'à Gramme pour avoir fabriqué la première machine commerciale de ce type. Selon l'Encyclopædia Britannica, Pacinotti aurait également énoncé dès 1867 le principe fondamental sur lequel reposent les développements les plus récents dans le domaine de l'énergie, « mais ce principe n'a certainement pas reçu d'application avant 1873 environ, où Gramme et Fontaine en ont donné la démonstration à l'Exposition de Vienne ». Wheatstone, Varley et Ladd en Angleterre, Siemens en Allemagne et Farmer aux États-Unis, ont également contribué à la première mise au point de la dynamo. On peut donc pratiquement considérer celle-ci comme un exemple de coopération « atlantique »).

La doctrine militaire de la Chine rouge

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu dans votre numéro d'octobre 1963, l'article de M. Otto Pick sur « La doctrine militaire de la Chine rouge ». Étant donné que les *Nouvelles de l'OTAN* défendent les principes de liberté énoncés dans le Pacte Atlantique, je trouve que vous devriez publier d'autres articles sur le problème de la Chine communiste : ainsi, la question de savoir si la Chine rouge doit ou non être admise aux Nations Unies me paraît bien mériter d'être examinée. L'article 4 de la Charte des Nations Unies déclare que tous les États pacifiques peuvent devenir membres de l'Organisation. Peut-on honnêtement dire que la Chine de Mao Tsé-toung soit pacifique ? Les communistes chinois n'ont manifesté aucun repentir après avoir attaqué la Corée et Formose. Au contraire, ils ont continué en envahissant le Tibet et en envoyant des volontaires au Viet-Nam, au Laos et en Malaisie. Est-il possible qu'un régime aussi agressif ait sa place aux Nations Unies ? Cela jetterait par terre tout espoir de liberté dans les pays d'Asie et mettrait la Chine rouge à la tête de l'important groupe Afro-Asiatique aux Nations Unies.

Comme l'a dit le regretté John Foster Dulles : « La Chine communiste, soutenue par la Russie soviétique, cherche à chasser les États-Unis de Formose. Si nous cédions à cette arrogance en Asie, les conséquences s'en feraient sentir jusqu'en Europe occidentale ».

GÉRARD A. GEERTS
Van der Scheerstraat 31,
Assen (Pays-Bas)

La Nouvelle-Guinée occidentale

Les mordantes critiques élevées par M. Crousillat contre les sanctions à la disposition de l'ONU (*Nouvelles de l'OTAN* ; janvier 1964) reposent sur deux affirmations dont aucune n'est valable en l'occurrence. Prétendre que l'ONU est intervenue au Katanga « au mépris du droit des gens à disposer d'eux-mêmes » est une présentation erronée des faits qui n'est que trop courante et trop grossière.

« L'impuissance totale de l'ONU à intervenir en 1956 » n'a aucun rapport avec la question de savoir si oui ou non l'ONU pourrait prendre des sanctions efficaces s'il devenait nécessaire d'« obliger l'Indonésie à organiser un referendum en Nouvelle-Guinée ». Les Nations Unies ont été fondées sur la base de « l'unanimité des grandes puissances », c'est-à-dire qu'il était reconnu (très objectivement) dès le début que les Nations Unies ne pouvaient agir efficacement contre l'une ou l'autre des grandes puissances qui viendraient à les défier. Bien que ses sanctions soient loin d'avoir l'efficacité que l'on pourrait souhaiter, l'ONU n'en a pas moins arrêté ou empêché (ou contribué à empêcher ou à arrêter) un grand nombre de guerres.

La Société des Nations et l'ONU à ses débuts étaient critiquées pour « n'avoir pas de dents », mais maintenant que ses dents ont poussé, la critique la plus couramment élevée contre l'ONU est qu'elle a l'audace de s'en servir (ou du moins de les serrer) quand elle prend les sanctions dont elle dispose (au Congo par exemple). Il faut choisir M. Crousillat !

W. J. BARNES
11, Broxbourne Road
Orpington, Kent (Grande-Bretagne)

Une union anti-nucléaire

Je tiens à vous remercier de la courtoisie et de la générosité que vous m'avez témoignées tout d'abord en publiant ma première lettre sur une union antinucléaire et, deuxièmement, en m'offrant l'hospitalité de vos colonnes pour répondre aux critiques. Si les négociateurs internationaux étaient prêts à discuter de leurs différends avec la même franchise et la même logique qu'ici, le monde ne se trouverait pas dans la périlleuse situation où

il est actuellement ou même, le cas échéant, il en sortirait rapidement.

En ce qui concerne mes précédentes lettres, je suis heureux de pouvoir répliquer aux critiques de M. Scheffler parues dans votre numéro d'octobre : loin d'être abstraite et théorique, ma proposition de constituer une union antinucléaire était à la fois concrète et pratique : je proposais en effet qu'un pays quelconque — plus il serait influent mieux cela vaudrait — prenne l'initiative de renoncer à se servir de l'arme nucléaire pour lui-même et de refuser d'aider d'autres pays à se procurer et à employer ces armes, et de se retirer de toutes les alliances nucléaires. Ce pays aurait alors invité les autres nations à constituer une alliance avec lui, formant ainsi une union antinucléaire.

J'aurais souhaité voir la Grande Bretagne prendre cette initiative. Mais depuis que j'ai formulé cette suggestion dans votre numéro de décembre 1962, l'initiative est venue du Mexique en avril 1963. La proposition mexicaine vise au premier chef l'Amérique Latine mais avec l'espoir d'une adhésion ultérieure d'autres nations. Quant à moi, je ne souhaite rien de plus que d'y voir adhérer de nombreux pays des cinq continents.

H. A. J. MARTIN
23, De Freville Avenue,
Cambridge (Grande-Bretagne)

Dans sa réponse à l'affirmation de M. Martin selon laquelle « personne ne soutient le désarmement par accord mutuel avec plus d'enthousiasme que les partisans d'une solution unilatérale », M. Scheffler fait remarquer (dans les *Nouvelles de l'OTAN* d'octobre) qu'un pays peut prôner le désarmement unilatéral pour les autres mais non pour lui-même. C'est là toutefois une déformation du concept de l'unilatéralisme. C'est avec une logique de cette espèce qu'un individu carnivore adhérerait à une association végétarienne, pour réduire la consommation de viande chez les autres afin de pouvoir en consommer davantage lui-même. Il est possible (quoique peu probable) qu'un tel individu existe mais je ne pense pas qu'il puisse vraiment se prétendre végétarien.

BARBARA SMOKER
86 Dalmain Road
Londres (Grande-Bretagne)

Un club d'archives navales

Je suis avec beaucoup d'intérêt la série d'articles de Lord Kennet sur « Les marines à l'âge nucléaire » dans les *Nouvelles de l'OTAN*. Comme beaucoup de vos lecteurs s'intéressent certainement aux questions navales, je crois utile d'attirer leur attention sur l'existence du « Naval Records Club », qui entreprend des travaux de recherche en histoire navale et qui publie une revue mensuelle intitulée *Warships International*. La cotisation annuelle est de 3 dollars et pour de plus amples renseignements on peut écrire à l'adresse ci-dessous :

EDWARD C. FISCHER II
726 North Reynolds Road,
Toledo, Ohio, 43615
(États-Unis)

